

Les menaces technicistes  
de l'intelligence artificielle



**Budget** La mise à jour du  
ministre Leitão et la stratégie  
des bonbons *Page B 4*

**Éditorial** Une réforme  
fiscale tout en tromperie  
aux États-Unis *Page B 11*

**Le Devoir de philo** Une mise en garde du Franco-Argentin Miguel Benasayag *Page B 12*

# PERSPECTIVES

CAHIER B • LE DEVOIR, LES SAMEDI 25 ET DIMANCHE 26 NOVEMBRE 2017



Royce, 5 ans, et Cyrena, 4 ans, s'initient au hockey grâce au programme SLAP.

PHOTOS JACQUES NADEAU LE DEVOIR

## S'intégrer au Québec par le hockey

Chaque semaine, de jeunes immigrants enfilent leurs patins pour se rapprocher de leur société d'accueil

Les performances du Canadien de Montréal exaspèrent bien des partisans, ce qui n'empêche pas de jeunes immigrants de s'intéresser au hockey. Pour plusieurs d'entre eux, il ne s'agit pas seulement d'un sport: c'est une porte d'entrée sur la culture québécoise. En sautant chaque semaine sur la glace de patinoires montréalaises, des dizaines de hockeyeurs en herbe sentent qu'ils s'intègrent peu à peu à leur société d'accueil.

KARL RETTINO-PARAZELLI

Dans les gradins de l'aréna Howie Morenz, dans le quartier Parc-Extension, Arleen Faytanen, originaire des Philippines, et son conjoint Shan, du Sri Lanka, épient chacun des mouvements de leur fils.

À 6 ans, le petit Sean Avery — comme l'ancien joueur de hockey professionnel — a déjà fait beaucoup de progrès. Il patine avec plus d'aisance qu'au début de l'année et il souhaite déjà jouer contre les plus vieux. « Il aime tellement ça! » lance sa mère sans le quitter des yeux.

« Il a commencé à écouter le hockey avec son père à la télévision et il s'est mis à s'intéresser au sport, raconte cette résidente du quartier montréalais qui est arrivée au Québec il y a dix ans. Un jour, quand il est revenu de l'école, j'ai vu dans son cahier qu'il y avait les noms de Gallagher et de Pacioretty. On a décidé de l'inscrire! »

### Démocratiser le sport

Si ces familles immigrantes peuvent vivre une telle expérience, c'est en grande partie

grâce à Vinnie Matteo. C'est lui qui a fondé il y a 12 ans le programme de hockey SLAP, en collaboration avec Jeunesse au soleil et l'Organisation des jeunes de Parc-Extension (PEYO).

Impliqué dans le monde du hockey depuis des années, il a lancé ce projet pour permettre à tous les jeunes, peu importe leur origine et leurs moyens, de goûter aux joies du hockey.

« L'objectif principal, c'est de donner une chance aux enfants qui viennent d'arriver au Québec de s'intégrer grâce au sport, et à bas prix », dit-il.

Le prix d'inscription est beaucoup moins élevé que celui d'une équipe de hockey mineur traditionnelle, et l'équipement est fourni gratuitement à tous les joueurs. Il y a quelques jours, la Ligue nationale de hockey (LNH) et la Fondation des Canadiens pour l'enfance ont d'ailleurs versé 5000\$ pour soutenir le programme.

Le projet SLAP connaît du succès depuis des années dans Parc-Extension, l'un des quartiers les plus défavorisés et multiculturels de Montréal, et il est offert depuis deux ans à Pierrefonds.

Cette année, un peu plus de 100 joueurs de 4 à 12 ans s'initient aux rudiments du hockey aux deux endroits. Le seul critère de sélection est la volonté d'apprendre, souligne M. Matteo.

« Quand les familles arrivent au pays, il faut mettre du pain sur la table avant de faire du sport, dit-il. Mais quand les enfants vont à l'école, ils demandent de jouer au hockey comme leurs nouveaux amis. »

Dans le vestiaire de l'aréna Howie Morenz, Royce, 5 ans, et Cyrena, 4 ans, terminent d'enfiler leur équipement avant de faire leur entrée sur la glace. « C'est le plus petit qu'ils avaient? » se demande Christine Sellathurai, tout sourire, en regardant le chandail de sa fille.

« Pour eux, c'est une superbe occasion d'essayer le sport, confirme la mère, Sri-Lankaise



« Les jeunes sont très curieux et très motivés à apprendre parce qu'ils savent que c'est le sport majeur au Québec et au Canada »

Gérard Gagnon, instructeur des programmes HEROS et TECH

d'origine. Financièrement, ce ne serait pas possible sans ce programme. »

### Curieux et motivés

Dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, quelques kilomètres au nord de Parc-Extension, deux autres programmes de hockey communautaire permettent à une soixantaine de jeunes immigrants ou provenant de familles défavorisées d'effectuer leurs premiers coups de patin.

L'initiative HEROS (pour « Hockey Education Reaching Out Society »), parrainée par la LNH, et le programme TECH, mis sur pied par les Braves d'Ahuntsic — l'association de hockey mineur locale — regroupent des participants de la fin du primaire et du début du secondaire.

« Les jeunes sont très curieux et très motivés à apprendre, parce qu'ils savent que c'est le sport majeur au Québec et au Canada », affirme Gérard Gagnon, un ex-entraîneur de la Ligue de hockey junior majeur du Québec qui anime les séances des deux programmes depuis environ cinq ans.

« Les parents sont très présents, observe-t-il. Ils viennent souvent nous remercier d'avoir l'occasion d'apprendre le hockey, parce qu'au Québec, c'est très important. Ils ne me le disent pas toujours directement, mais j'ai l'impression qu'ils se sentent plus intégrés à la culture québécoise. »

### De « petites victoires »

Pour certains jeunes, le hockey représente aussi une grande source de motivation, explique le président des Braves d'Ahuntsic, Martin Longchamps. « Il y en a qui pensaient qu'ils ne finiraient jamais leur 5<sup>e</sup> secondaire, et maintenant ils sont rendus au cégep ou ils étudient en kinésiologie. Ce sont de petites victoires. »

Quand les participants arrivent pour la première fois à l'aréna, il faut commencer du début. On leur montre comment enfiler l'équipement, comment attacher des patins et surtout comment patiner.

Gérard Gagnon se rappelle qu'il y a à peine trois semaines, les jeunes devaient se tenir à la bande pour avancer. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. « Ça tombe encore, mais ils savent comment se relever. »

Le Devoir

## LES CENT ANS



L'icône du Canadien Maurice «le Rocket» Richard a attisé pendant des décennies la passion des Québécois pour le hockey.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

# Le lent déclin des Québécois dans la ligue nationale

## Les joueurs locaux sont moins nombreux... et moins dominants

Il y aura 100 ans dimanche que la Ligue nationale de hockey existe: une assemblée tenue à l'hôtel Windsor de Montréal officialisa la création de ce qui allait devenir un superbe terrain de jeu pour de nombreux joueurs québécois... qui se font bien plus discrets en 2017.

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Qui est le meilleur joueur québécois dans la Ligue nationale de hockey (LNH)? À une époque pas si lointaine, la question aurait soulevé un débat enflammé pour trancher entre deux étoiles. Mais aujourd'hui, cette même question a les allures d'une colle: y a-t-il seulement une vraie vedette québécoise dans la LNH?

On dira peut-être Kristopher Letang, Patrice Bergeron ou Jonathan Huberdeau — en attendant de voir ce que Jonathan Drouin deviendra. Mais il n'y a pas abondance de talents lumineux. « Dans les années 1990, on disait qu'une équipe Québec aurait battu l'équipe Canada: plus personne ne pense ça actuellement », note l'historien Laurent Turcot, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en histoire des loisirs. Depuis le début des années 2000, le nombre de joueurs québécois qui patinent sur une base régulière dans la LNH a essentiellement fondu de moitié. Cette saison, une trentaine de joueurs réguliers de la ligue sont nés au Québec... et aucun ne fait figure de candidat assuré pour le Temple de la renommée du hockey.

Or, en janvier dernier, quand la LNH a dévoilé sa liste des 100 meilleurs joueurs de l'histoire, 24 Québécois y figuraient. « On peut certainement dire que les Québécois ont apporté une très large contribution à la ligue », estime le chroniqueur d'expérience Bertrand Raymond, qui vient de publier *50 ans parmi les géants* (et qui est membre du Temple de la renommée à titre de journaliste).

« Il y a eu des exploits incroyables accomplis par les Québécois, rappelle M. Raymond. Les deux plus grands gardiens sont Québécois [Pa-

trick Roy et Brodeur], Raymond Bourque a été un défenseur absolument exceptionnel, Mike Bossy a eu neuf saisons d'affilée avec 50 buts et plus... C'est majeur. »

Auteur des *Yeux de Maurice Richard: une histoire culturelle*, l'essayiste et universitaire Benoit Melançon renchérit en rappelant « que deux Québécois ont changé la façon de jouer au hockey ». Il cite ainsi Jacques Plante, « premier gardien à porter un masque, mais aussi celui qui a transformé le rôle du gardien en devenant pratiquement un troisième défenseur ». Et il rappelle que Guy Lafleur a été « un des premiers ailiers à utiliser l'ensemble de la glace, parce qu'il trouvait que de jouer dans un couloir n'avait pas de sens ».

On pourrait ajouter que Mario Lemieux a redéfini l'art de la feinte servie avec une tasse de café et deux joueurs sur le dos, que Patrick Roy a imposé le style papillon que tous les gardiens utilisent aujourd'hui, qu'on doit à « Boom Boom » Geoffrion d'avoir « inventé » le lancer frappé et à Maurice Richard d'avoir prouvé qu'on pouvait démenager à mains nues tous ses meubles dans une journée avant d'obtenir cinq buts et trois passes contre Detroit en soirée (en décembre 1944).

### L'effet Rocket

Avec l'autre grande figure mythologique du hockey des années 1950-1960, Jean Béliveau, Richard a beaucoup fait pour imposer l'idée d'une tradition d'excellence autour des joueurs québécois. « Ils incarnent deux figures qui permettent d'asseoir l'identité québécoise », estime Laurent Turcot.

Ce dernier trace le contraste: Maurice Richard en homme de peu de mots mais au discours franc, travailleur infatigable sur la glace, capable de réactions brutales quand on voulait lui manger la laine sur le dos; Jean Béliveau en monsieur Parfait, « pas un coin qui dépasse, pas un mot plus fort que l'autre, celui qui fait toujours la job ». Deux joueurs aux antipodes, mais chacun brillant. Et deux marqueurs d'imaginaire, bien au-delà du hockey.

Dans son livre publié en 2006, Benoit Melançon rappelle à quel point le hasard a joué un rôle dans la construction du mythe Maurice Richard. Parce qu'il avait un surnom qui faisait rêver (« le Rocket », contrairement à un Patrick Roy surnommé « Cas-

« Depuis cinq ans, sur 150 joueurs repêchés en première ronde, seulement 10 étaient québécois. On est vraiment dans des années de vaches maigres »

Le chroniqueur Bertrand Raymond

seau), parce qu'il est arrivé avec le Canadien au moment précis où l'équipe se cherchait un sauveur, idéalement francophone; parce que personne ne pensait qu'il allait réussir, lui qui accumulait les blessures; parce que l'émeute qui avait été déclenchée par sa suspension en 1955 s'est inscrite (à tort ou à raison) en genèse de la Révolution tranquille. Sur la glace comme dans la vie, « le Rocket » était toujours au bon endroit au bon moment.

Le personnage est ainsi devenu plus grand que nature. Dans *Le Devoir* du 21 mars 1955, André Laurendeau revenait sur l'émeute en disant qu'elle était le symbole d'« un peuple frustré, qui protestait contre le sort. Le sort s'appelait, jeudi, M. Campbell [qui avait suspendu Richard]: mais celui-ci incarnait tous les adversaires réels ou imaginaires que ce petit peuple rencontre ». Plus loin dans le texte, il avançait que pour les Canadiens français, « Maurice Richard est une sorte de revanche ». Rien de moins.

### Dilution

Selon l'historien du hockey Michel Vigneault, il ne faut toutefois pas exagérer l'importance des Québécois dans le grand tout du hockey. « La réalité, c'est que ça a été un sport anglophone dès le départ. Même la *punch line* de Maurice Richard, c'était deux anglophones et un francophone. Il y a eu d'excellents joueurs, mais il y a une distorsion dans les perceptions... »

Ainsi pense-t-il que le nombre de Québécois

qui jouent actuellement dans la LNH est « représentatif du poids de la population québécoise ». Et encore: il y a essentiellement autant de Québécois que de Russes, de Tchèques ou de Finlandais cette saison, selon le site de statistiques QuantHockey.

Depuis le début des années 1990, l'arrivée massive de joueurs européens (incluant les Russes) a changé le visage du hockey. Il y a 35 ans, 80% des joueurs de la ligue étaient Canadiens. Cette année? Ils sont 46%, alors que 28% des joueurs sont Européens et 26% sont Américains. La dilution du nombre de joueurs québécois — et de leur impact global — s'est donc faite dans un contexte de mondialisation du sport et d'élargissement du bassin de repêchage.

Mais comme plusieurs autres, Bertrand Raymond observe aujourd'hui qu'au-delà du nombre, peu de Québécois dominent le sport. Dans la liste des 100 meilleurs de l'histoire, un seul Québécois, le gardien Martin Brodeur, a été choisi pour la décennie des années 2000. Ils étaient près d'une dizaine pour la décennie 1970 — l'époque des Lafleur, Perreault, Dionne, Savard.

« Je ne sais pas pourquoi, mais ça ne sort pas, dit-il. J'aimerais dire que c'est cyclique, mais il y a certainement un problème de développement dans le hockey junior québécois. Depuis cinq ans, sur 150 joueurs repêchés en première ronde, seulement 10 étaient québécois. On est vraiment dans des années de vaches maigres. »

Cela diminue-t-il l'attachement des Québécois envers le sport ou le Canadien? Visiblement non, soumet Benoit Melançon en rappelant que le hockey demeure ici très populaire, selon tous les indicateurs. « Mais il y a eu un changement majeur dans les dernières années, pour répondre au phénomène de marchandisation du sport et au fait que les joueurs ne sont plus attachés à une seule équipe pour leur carrière. C'est-à-dire qu'on s'attache à l'équipe comme institution plutôt qu'aux joueurs en particulier. C'est ce que le Canadien a fait pour réussir à garder un lien aussi fort avec son public. Je dis souvent que la meilleure équipe au Centre Bell, c'est celle du marketing — et c'est encore plus vrai cette année. »

Le Devoir

## Les dates marquantes

**1917** Fondation de la Ligue nationale de hockey (LNH) le 26 novembre à l'hôtel Windsor. La ligue compte alors quatre équipes.

**1919** La coupe Stanley n'est pas remise en raison de la grippe espagnole qui fait rage et qui frappe plusieurs joueurs.

**1924** La LNH amorce son expansion aux États-Unis, en in-

tegrant les Bruins de Boston et quatre autres équipes. Les Maroons de Montréal, créés pour représenter la communauté anglophone, se joignent aussi à la ligue, ainsi que les Tigers de Hamilton.

**1942** Après 25 saisons, la LNH ne compte plus que six équipes.

**1945** Maurice «Rocket» Ri-

chard est le premier joueur à inscrire 50 buts en 50 matchs.

**1955** Emeute majeure au forum, provoquée par la suspension de Maurice Richard par la LNH pour le reste de la saison et des séries éliminatoires. Cet événement est considéré comme annonciateur de la Révolution tranquille.

**1967** Première expansion de

la ligue avec six nouvelles équipes américaines. Il faudra attendre 1970 pour qu'une nouvelle équipe canadienne, les Canucks de Vancouver, rejoigne la LNH.

**1971** Naissance de l'Association mondiale du hockey (AMH), qui disparaîtra en 1979.

**1979** Les Oilers, les Jets, les

Nordiques et les Whalers, de la défunte AMH, s'ajoutent à la LNH.

**1980** La LNH compte 21 équipes en compétition pour la coupe Stanley.

**1981** Mike Bossy pulvérise le record du Rocket. Wayne Gretzky le surpassera en 1982, avec 50 buts marqués en 39 matchs.

**1993** Le Tricolore remporte la Coupe Stanley contre les Kings de Los Angeles. La fête vire à l'émeute à Montréal.

**2005** La coupe Stanley ne sera pas remise en raison de l'annulation de la saison à la suite du lockout des joueurs de la LNH.

**2017** La LNH compte sept équipes canadiennes et 23 franchises américaines.

# DE LA LNH



Le visage du hockey a changé, mais la ferveur pour le Canadien et ce sport demeure malgré le déclin du nombre de Québécois dans les rangs de la ligue nationale.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR



MARK HUMPHREY LA PRESSE CANADIENNE  
Sidney Crosby, des Pingouins de Pittsburgh, brandit la coupe Stanley remportée en 2017 contre les Predators de Nashville.



MARK HUMPHREY LA PRESSE CANADIENNE  
L'ex-star du CH PK Subban, qui porte maintenant les couleurs des Predators de Nashville, reste un favori des fans québécois.

## Le hockey n'est plus dans le cœur des gens comme avant

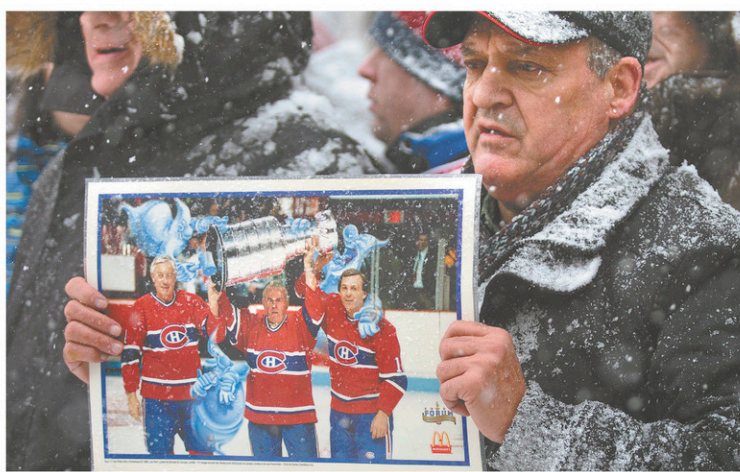
Entretien avec Gerry Rochon, une encyclopédie vivante du hockey

KARL RETTINO-  
PARAZELLI

Au Québec, il y a des mordus de hockey, des partisans férus de statistiques. Et il y a l'encyclopédie vivante nommée Gerry Rochon, sans contredit l'un de ceux les mieux placés pour décrire l'évolution de la Ligue nationale de hockey (LNH) au cours des 100 dernières années.

Lorsqu'on l'appelle sans avertir à sa résidence de Trois-Rivières, M. Rochon est déjà prêt à répondre à nos questions. Il a justement le guide de la LNH sous la main. «J'étais dans mon bureau quand le téléphone a sonné», dit-il.

Autour de lui, plus de 1500 livres sur le sport s'entassent dans la bibliothèque. Du lot, plus de 200 portent exclusivement sur le hockey. Il possède aujourd'hui des connaissances approfondies sur plus de 35 sports différents, des quilles au baseball, en passant par le basket-ball et la course auto-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR  
Un partisan endeillé du Canadien aux funérailles nationales de Jean Béliveau, en décembre 2014

mobile, mais pour cet historien et statisticien, le hockey occupe une place particulière.

«Mon intérêt pour le sport en général a commencé avec le hockey», affirme-t-il.

### Concurrent remarqué

Gerry Rochon s'est fait connaître du public québécois en 1993, lorsqu'il a participé à

l'émission *Tous pour un*, diffusée à Radio-Canada. Il a fait écarquiller bien des yeux en répondant presque sans faute à une série de questions sur le monde du hockey.

Un exemple parmi d'autres: «Qui a gardé les buts de son équipe lors d'un match de série finale après une blessure à son

gardien en 1928?» «L'instructeur Lester Patrick», a répondu sans hésiter le concurrent.

Avec une telle mémoire, il n'est pas surprenant que M. Rochon se souvienne du moment exact où il est tombé amoureux hockey. C'était le 1<sup>er</sup> novembre 1959. «J'avais 9 ans et demi.» Ce soir-là, le Canadien de Montréal affronte les Rangers de New York au Madison Square Garden et le gardien du Tricolore, Jacques Plante, décide de porter un masque après avoir reçu une rondelle en plein visage. «Même ma mère, qui ne suivait pas le hockey, s'est intéressée à ça. Elle disait "regarde le fou à Plante!"»

Cet événement marquant de l'histoire du hockey l'incita à tout lire sur le sport chéri des Québécois.

### Divertissement nécessaire

Aujourd'hui retraité, Gerry Rochon reconnaît que le hockey de la Ligue nationale a beaucoup évolué avec les années. «C'est comme le reste de la société, tout a changé.

En mieux ou en pire? Ça dépend de l'opinion de chacun.»

Il constate que les familles québécoises ont des intérêts beaucoup plus variés qu'auparavant et que le hockey est en compétition avec plusieurs autres sports lorsque les jeunes décident de bouger. «Les gens sont pas mal moins fidèles. Le hockey n'est plus dans le cœur comme il l'était», juge-t-il.

Cela dit, M. Rochon croit que Montréal demeure la ville du Canadien de Montréal et que les performances de la légendaire équipe auront toujours une influence sur le quotidien des Québécois.

«Si le Canadien avait fait les séries en 2012, le Printemps ébèle aurait sans doute eu lieu un an plus tard, estime-t-il. Le sport est nécessaire, parce que je pense qu'il est un tampon psychosocial pour divertir les gens, comme à l'époque romaine du pain et des jeux. [...] Le divertissement, pour l'être humain, ça passe avant tout.»

Le Devoir

## Entre le père et la « puck »

Hockey et paternité, un duo récurrent dans notre cinéma

FRANÇOIS LÉVESQUE

Au Québec, le sport national, c'est le hockey. Normal, donc, que le cinéma d'ici s'y soit intéressé. Toile de fond ou sujet, le hockey peut être aussi bien dramatique que comique dans la cinématographie québécoise. Toutefois, s'il est un thème qui y est fréquemment associé, c'est celui de la paternité, ou enfin du rapport au père.

Le récent *Junior majeur*, d'Eric Tessier, toujours à l'affiche, en constitue un bon exemple. Suite de *Les pee-wee 3D* (2012), *Junior majeur* conte les nouvelles aventures sur la glace du joueur étoile Jeanneau (Antoine Olivier Pilon), mais aussi celles de son ami Joey (Rémi Goulet), victime d'un père ambitieux (Claude Legault). Dans «l'infopublicitaire» *Pour toujours les Canadiens*, de Sylvain Archambault, le jeune joueur doué (Dhanaé Audet-Beaulieu) n'est pas en butte à un père exigeant, mais absent (Christian Bégin).

Opérant sur un registre plus léger, la truculente série *Les Boys*, saga lucrative s'il en fut, al-

lie quant à elle testostérone et rires gras. Au gré de cinq films (de qualité fort variable) réalisés par Louis Saia, George Mihalka et Richard Goudreau entre 1997 et 2013, les membres hauts en couleur de cette équipe amateur (Marc Messier, Rémy Girard, Pierre Lebeau, Yvan Ponton, Roc Lafortune et cie) multiplient les frasques les plus improbables.

Dernier volet en date, hormis la télé-série, *Il était une fois Les Boys* est campé dans les années 1960 et offre une genèse, les acteurs originaux tels Messier, Girard et Lebeau incarnant cette fois, oui, les papas des personnages qu'ils ont créés.

### Accents sociologiques

Se déroulant lui aussi dans les années 1960, *Histoires d'hiver*, de François Bouvier (1999), s'attarde pour sa part aux émois sportifs (et sentimentaux) du jeune Martin (Joël Dalpé-Drapeau), un inconditionnel des Canadiens de Montréal. Charmante chronique tirée du roman de Marc Robitaille *Des histoires d'hiver, avec des rues, des écoles et du hockey*, le film comporte plu-

sieurs sous-intrigues, dont l'une avec le père (Luc Guérin) qui, époque oblige, tente d'apprendre l'anglais pour impressionner son boss.

L'anglais comme langue dominante dans un «Canada français» pas encore sorti de sa Grande Noirceur est l'un des principaux enjeux dans *Maurice Richard*, beau drame biographique de Charles Binamé (2005) magnifié par la présence de Roy Dupuis, parfait dans le rôle du Rocket. Le film culmine par la célèbre émeute de 1955 provoquée par la suspension controversée de Richard, et que d'aucuns perçoivent comme le début de la Révolution tranquille au Québec. Maurice Richard, père spirituel d'une nation?

### Après le deuil

Plus près de nous, *Ça sent la coupe*, de Patrice Sauvé (2017), propose un autre genre de récit d'apprentissage alors que Max, 35 ans, est contraint à un bilan existentiel dans la foulée du départ de sa copine. Paralysé émotionnellement, depuis la mort de son père, il ouvre chaque jour la boutique de souvenirs de



SUPER ÉCRAN  
Une scène du film *Les Boys* de Louis Saia (1997), avec Rémy Girard, Marc Messier, Patrick Huard, Serge Thériault et Michel Barrette

hockey de ce dernier comme on visite un mausolée. D'après le roman de Matthieu Simard.

La mort frappe également, qui plus est dès le commencement, dans *Lance et compte: le film*, de Frédéric D'Amours (2010). On y suit le parcours semé d'embûches de Guy Lambert (Jason Roy-Léveillé), joueur du National nommé capitaine à la suite du décès tragique de la moitié de l'équipe. En coulisse, son père, Pierre Lambert (Carl Marotte), jadis lui-même un joueur prodige, tente de l'aider.

Il faut dire qu'à l'origine, le

thème de la paternité était prévalant dans la télé-série phare imaginée en 1986 par Réjean Tremblay, du directeur général du National joué par Michel Forget qui devient le beau-père de Pierre, au coach irascible interprété par Yvan Ponton qui, au gré des saisons et téléfilms, adore puis renie Jimmy, son fiston gai.

Le même Yvan Ponton qu'on retrouvera des années plus tard dans *Les Boys* en tant que coéquipier... gai. La boucle est bouclée.

Le Devoir

### Connaissez-vous votre LNH?

1. À quel moment de l'histoire de la LNH Montréal comptait-elle deux équipes?
2. Quand le masque de gardien de but fait-il son apparition sur la glace?
3. En quelle année le port du casque est-il obligatoire?
4. Qui est le meilleur pointeur de l'histoire de la LNH?
5. Quel acteur incarne Maurice Richard dans le film portant son nom et réalisé en 2005 par Charles Binamé?
6. Quel film donna naissance à une équipe de hockey?
7. Où le hockey est-il joué pour la première fois en France?
8. Combien de fois les Canadiens ont-ils remporté la coupe Stanley?
9. La coupe Stanley pèse-t-elle plus que la coupe du monde de soccer?
10. Le hockey est-il né avant la LNH?

Les réponses ci-dessous.

1. En 1917, les Wanderers affrontent les Canadiens, et en 1924, ce sera au tour des Maroons.
2. En 1929, le gardien de but Clint Benedict introduira un premier masque de cuir rudimentaire, après avoir essayé un premier vrai masque sera créé et Jacques Plante en 1959.
3. En 1979, dix ans après la mort du joueur Bill Masterton, qui avait chuté tête vers l'arrière sur la glace.
4. Wayne Gretzky, avec 894 buts et 1963 passes, pour un total de 2857 points.
5. Roy Dupuis.
6. The Mighty Ducks (Les Peaches d'Anahém).
7. En 1892, sur les bassins du chateau de Versailles, par le baron Pierre de Coubertin.
8. Depuis la fondation de la LNH, le CH a remporté 24 titres, dont 10 entre 1942 et 1967.
9. Oui. Le trophée de la LNH, le Stanley Cup, pèse 13 kilos. La coupe du monde de soccer, plaquée or, pèse 6 kilos.
10. Oui, le premier match officiel de hockey s'est joué 42 ans avant la création de la LNH, en 1875 à Montréal, et le premier tournoi fut disputé en 1883 pour la Coupe du carnaval d'hiver. 10 ans avant la création de la Coupe Stanley.

Réponses

## PERSPECTIVES

## La sentinelle

ÉLISABETH VALLET



**L'**ère nucléaire a refondé la structure constitutionnelle, au point où l'on parle de « monarchie nucléaire », pour caractériser l'érosion du droit au profit du président. Or, au bout du bouton, il y a près de 1400 ogives nucléaires, une puissance de feu qui réduirait Hiroshima à une note de bas de page. En raison de cette démesure, de l'impact dramatique de son emploi (et le risque que le nuage radioactif revienne sur l'expéditeur), du caractère apocalyptique de la « seconde frappe » (anéantir l'adversaire même lorsque l'on est touché), cette arme tire sa force de son non-emploi : en avoir suffit.

Mais pour que la dissuasion fonctionne, il faut que le président convainque qu'en tout temps, il peut mettre en action le feu nucléaire. Ainsi marche à ses côtés un marine portant une mallette en cuir — le « Football ». Dans cette mallette, une valise en aluminium de 20 kilos. Et à l'intérieur, un livre noir qui contient les plans de guerre, une liste des sites classifiés où le gouvernement peut se relocaliser, un dossier jaune décrivant les procédures d'urgence et les codes d'activation. Ce qu'il faut pour assurer la continuité du gouvernement — comme en septembre 2001.

Dans le même temps, le président porte toujours sur lui (sauf exception, le jour où Carter l'a envoyée au nettoyeur ou les semaines où Clinton l'avait perdue), une petite carte (le « Biscuit ») qui contient les codes d'identification. Car avant de donner l'ordre de lancement des missiles, le président va devoir s'identifier auprès de son interlocuteur au Pentagone (ou au bunker de Raven Rock, Pennsylvanie — Pentagone de substitution si le premier est inopérant).

Le président est alors en téléconférence sécurisée, ou dans la salle de gestion de crise au sous-sol de la Maison-Blanche, avec ses conseillers — militaires et civils. Le général qui dirige les forces stratégiques fait état des scénarios et options de frappes. Théoriquement, à ce stade, personne, que ce soit le secrétaire à la Défense ou le chef d'état-major interarmées des États-Unis, ne peut interférer : la décision d'emploi revient au président. Seul.

Ce qui est inquiétant puisque le président actuel paraît ignorer tant la notion de dissuasion que le caractère apocalyptique de son emploi lorsqu'il affirme publiquement : « Si on les a, pourquoi ne pas les utiliser ? » C'est sans doute la raison pour laquelle, dans le contexte de l'escalade rhétorique avec la Corée du Nord, les parlementaires ont choisi d'évaluer la procédure nucléaire — pour la première fois depuis 1976. Il faut dire qu'à la fin de la présidence Nixon, un système de filtres informels avait été mis en place : le secrétaire à la Défense avait requis du Pentagone qu'il contre-vérifie tout ordre présidentiel avec lui ou le secrétaire d'État. Et de fait, lorsque la Corée du Nord a abattu en avril 1969 un avion-espion américain en mer du Japon, le président avait attrapé son téléphone pour réclamer les plans d'une riposte nucléaire ; Kissinger avait rappelé l'état-major pour lui demander de différer l'exécution de cet ordre jusqu'au lendemain... quand Nixon serait à jeun.

Or, les auditions congressionnelles des semaines passées ont abondé dans ce sens. Le général Kehler, ancien commandant de StratCom, a affirmé qu'il aurait refusé de mener une frappe préventive contrevenant au droit international — ce qu'a confirmé le commandant des forces stratégiques américaines, John Hyten, au Forum d'Halifax sur la sécurité internationale. Pour Brian McKeon, sous-secrétaire politique au Pentagone sous Obama, le président a même l'obligation de se présenter devant le Congrès pour mener une première frappe américaine — ce que les représentant et sénateur démocrates Lieu et Markey ont tenté d'enchaîner dans un projet de loi.

En cas de légitime défense, par contre, le temps (30 minutes avant impact pour un missile intercontinental, quelques minutes pour prendre une décision) ne le permet pas. Mais même dans cette hypothèse, les militaires ont laissé entendre que l'ordre ferait de toute manière l'objet d'une mise en contexte, de vérifications : ce n'est pas de la mutinerie, mais la validation de l'ordre qui pourrait ralentir, voire infirmer — par le débat d'idées — la décision.

Ainsi, petit à petit, le militaire (du lieutenant-général Silveria dans son discours sur la tolérance au lieutenant-général Buchanan à Porto Rico ou aux généraux de la Maison-Blanche) s'est érigé en contrepoids à la présidence. Ce qui pose la question du legs de cette inversion de l'ordre des choses : les généraux acceptent-ils, à la fin de l'ère trumpienne, d'abandonner ce pouvoir acquis *de facto* ?

En attendant, à la Maison-Blanche, deux d'entre eux (Kelly et Mattis) ont conclu un pacte : en tout temps, l'un d'eux doit rester en territoire américain. Au cas où le président déraisonnerait. En sentinelle.

## La stratégie des bonbons

Rentable, de redonner en fin de mandat ce qui a été enlevé au début ? Pas nécessairement.

Des mesures d'austérité en début de mandat, puis une redistribution sur une base individuelle des surplus dégagés à 11 mois des élections : la stratégie est connue et éprouvée. Mais est-elle rentable ? Mise en contexte.

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

C'est Carlos Leitão qui l'affirmait mardi : « Je ne me prends pas pour le père Noël. Ce qui serait électoraliste, ce qui serait farfelu, ce serait de promettre des réductions d'impôt ou des dépenses additionnelles sans en avoir les moyens. »

Le ministre des Finances n'a toutefois pas trouvé beaucoup d'observateurs pour penser comme lui cette semaine. La mise à jour qu'il a présentée à Québec a été largement perçue comme un déballage de cadeaux — chèques aux parents d'élèves et baisses d'impôt rétroactives allant jusqu'à 1000 \$ par famille... — qui vient marquer le début non officiel de la plus longue campagne électorale de l'histoire du Québec.

Tous ont aussi noté que cette stratégie des bonbons prend appui sur les décisions prises par le gouvernement Couillard en début de mandat. Souvenez-vous. Cette période d'austérité ou de « rigueur budgétaire », selon le point de vue, où les libéraux ont donné un sérieux coup de frein dans les dépenses du gouvernement.

Depuis la crise financière de 2008, la croissance des revenus de l'État est demeurée plutôt stable, montrent en effet les chiffres de Québec. C'est la cassure dans la courbe de la croissance des dépenses à partir de 2014 — une inflexion qui a affecté particulièrement les grands secteurs de la santé et de l'éducation — qui indique le plus clairement d'où provient la manne redistribuée cette semaine (voir graphique).

## Vieux trucs

Professeure de science politique à l'Université d'Ottawa, Geneviève Tellier a consacré sa thèse de doctorat à mesurer l'influence des cycles électoraux sur l'idéologie budgétaire des gouvernements provinciaux. Dire qu'elle n'a pas été étonnée de la mise à jour de Québec relève de l'euphémisme.

« C'est un réflexe que les gouvernements ont depuis des décennies : supprimer d'abord et redistribuer ensuite, disait-elle en entretien jeudi. Et avec un modèle d'élection à date fixe, on amplifie cet élément, on peaufine davantage les stratégies. Ça ne fait rien pour diminuer le cynisme des électeurs, mais il faudra s'habituer. »

Sa collègue de l'UQAM Anne-Marie Gingras trouve « plutôt normal » le fait qu'un gouvernement « essaie de faire ce qui fait mal au début de son mandat pour pouvoir ensuite se présenter aux élections avec une position adoucie. Ce n'est pas tant un choix strict de communication politique qu'un choix de gestion par étapes. »

Si le concept n'est pas nouveau, la manière de faire a changé, dit M<sup>me</sup> Tellier. « Avant, dans les années 1970-1980, on jouait beaucoup avec les dépenses [avant les élections]. On était dans une logique de croissance des dépenses, de mise en place de programmes sociaux, il n'y avait pas de marge de manœuvre pour diminuer les impôts. Ces dernières années, on manipule davantage la courbe des revenus en se privant d'impôts. »

En observant la stratégie du gouvernement Couillard, Geneviève Tellier fait valoir « qu'on ne peut pas parler d'un réinvestissement qui nous ramène où nous étions en 2014. On est ailleurs ». C'est-à-dire ? « On réinvestit, bien sûr, mais on change la façon dont on aide les gens. La nature de l'intervention de l'État se transforme. »

M<sup>me</sup> Tellier estime qu'il « est clair que ce gouvernement est plus à droite sur l'échiquier politique. La logique, ça a été de sabrer les programmes sociaux, comme les garderies abordables, pour remettre de l'argent dans les poches des contribuables et les laisser décider de ce qu'ils veulent en faire. Il y a une logique individualiste très forte — et calculée — derrière ça. »

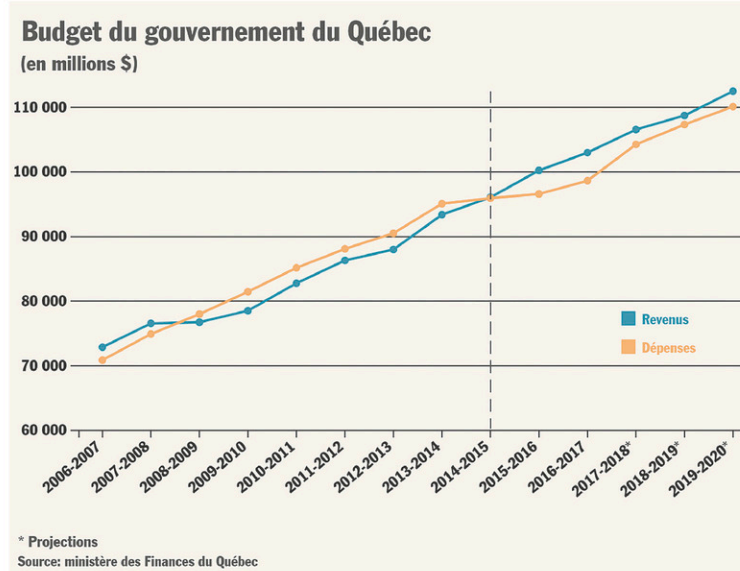
## Sentiment d'urgence ?

Il y a aussi un sentiment d'urgence, peut-être, lié aux résultats du dernier sondage Léger qui donnait la Coalition avenir Québec (CAQ) en avance sur les libéraux. Lors de la campagne électorale de 2014, François Legault répétait quotidiennement que la CAQ allait « remettre 1000 \$ dans le portefeuille des familles » qui « étouffent » sous le poids des taxes. Pour reprendre le mot de M. Leitão, il n'est peut-être



FRANCIS VACHON LE DEVOIR

Depuis la crise financière de 2008, la croissance des revenus de l'État est demeurée plutôt stable, montrent les chiffres de Québec.



LE DEVOIR

« C'est un réflexe que les gouvernements ont depuis des décennies : supprimer d'abord et redistribuer ensuite. Et avec un modèle d'élection à date fixe, on amplifie cet élément, on peaufine davantage les stratégies. »

pas « farfelu » de penser qu'il s'est inspiré de cette page du programme caquiste pour préparer sa mise à jour.

« J'imagine que les gouvernements font aussi des choix en fonction des sondages et que ça explique ce glissement vers la droite », avance Anne-Marie Gingras. Geneviève Tellier voit dans la « puissance de réaction du gouvernement quelque chose d'un peu désespéré ». La

menace de la CAQ est bien réelle, c'est pourquoi ils ont agi avec une mise à jour qui était dans les faits pratiquement un budget. »

## La recette inconnue

Mais cette stratégie de redonner avant une élection est-elle nécessairement gagnante ? C'est loin d'être sûr, note Geneviève Tellier. « Il y a d'autres considérations qui entrent en ligne de compte dans le choix des électeurs : le besoin de changement, la qualité de l'opposition, la personnalité du chef au pouvoir. On ne peut pas étudier les résultats seulement selon les bonbons qui ont été donnés avant l'élection. »

Les deux profs soulignent que les électeurs s'attendent généralement plus à leur situation personnelle globale qu'à la seule question de la taxation : ont-ils un emploi, un salaire correct qui permet de payer les factures, ont-ils vraiment ressenti les réductions de service discutées dans les médias, etc. « Là où ça va satisfaire plus directement certains, c'est pour ceux qui préfèrent un État moins interventionniste », pense Geneviève Tellier.

M<sup>me</sup> Tellier rappelle que les expériences récentes ont montré tout le pouvoir d'une campagne électorale : peu importe la position des partis au départ, tout peut changer en cours de route (Thomas Mulcair et Denis Coderre peuvent en témoigner pour les dernières campagnes fédérale et municipale). « Si donner un bonbon en fin de mandat fonctionnait toujours, on aurait toujours les mêmes gouvernements... La recette est heureusement plus compliquée que ça. »



JACQUES BOISSINOT LA PRESSE CANADIENNE

Le ministre des Finances, Carlos Leitão, a affirmé mardi qu'il serait farfelu « de promettre des réductions d'impôt ou des dépenses additionnelles sans en avoir les moyens ».

## PERSPECTIVES



SEAN KILPATRICK LA PRESSE CANADIENNE

Le gouvernement Couillard a entre autres dérogé au plan fédéral en interdisant complètement la production de marijuana à domicile.

## Permis par Ottawa, interdit par Québec

### Des approches inconciliables de la légalisation de la marijuana

Le gouvernement québécois a déposé la semaine dernière l'approche la plus restrictive à la légalisation du cannabis au pays. Mais, ce faisant, le projet de loi de Québec se trouve à contrecarrer une série d'autorisations prévues au projet de loi fédéral visant à encadrer la consommation de marijuana récréative au pays dès l'été prochain. Production de cannabis à domicile, possession de la drogue à la maison, clémence pour les jeunes délinquants: dans chacun des cas, Québec resserre les permissions proposées par Ottawa.

MARIE VASTEL

Correspondante parlementaire à Ottawa

Des six provinces qui ont à ce jour commencé à dévoiler leur cadre pour la légalisation de la marijuana, Québec est la seule à déroger au plan fédéral pour l'instant. Le gouvernement de Philippe Couillard a tranché, comme ses homologues, pour autoriser l'achat de cannabis à l'âge légal de consommation d'alcool. Québec a en outre emboîté le pas à ses voisins immédiats en confiant la vente de la drogue à sa Société des alcools.

Mais les équivalences s'arrêtent là. Bien que le modèle de distribution soit le même, Québec compte n'ouvrir que 15 points de vente — et possiblement 150 d'ici deux ou trois ans — alors que l'Ontario prévoit 40 succursales dès l'entrée en vigueur de la légalisation du cannabis à l'été 2018 et que le Nouveau-Brunswick — beaucoup plus petit que le Québec — en prévoit 20. L'Alberta, le Manitoba et Terre-Neuve auront quant à eux un modèle «hybride», puisque leur gouvernement achètera la marijuana pour la revendre à des détaillants du secteur privé.

Le gouvernement Couillard a en outre dérogé au plan fédéral en interdisant complètement la production de marijuana à domicile. L'Ontario, le Nouveau-Brunswick et l'Alberta permettent, comme le projet de loi fédéral, la production d'un maximum de quatre plants à la maison. Le Manitoba et Terre-Neuve n'ont pas encore tranché.

La ministre québécoise déléguée à la Santé publique, Lucie Charlebois, plaide, en présentant son projet de loi il y a dix jours, qu'elle avait choisi d'interdire la production à domicile «parce que c'est ce que la majorité des gens

nous ont demandé». Le ministre des Finances, Carlos Leitão, arguait quant à lui que l'autorisation de faire pousser un certain nombre de plants à domicile serait «un cauchemar à faire respecter».

Mais le gouvernement Couillard risque de se heurter aux tribunaux, prévient le constitutionnaliste de l'Université de Montréal Stéphane Beaulac. Et pas seulement sur cet aspect de sa loi.

#### Pas trop de pot à domicile

La proposition législative québécoise impose en outre une limite à la possession de cannabis à la maison: 150 grammes par adulte, pas plus. Au fédéral, on n'établit pas de quantité maximale — notamment parce qu'Ottawa souhaite autoriser la production à domicile et que la quantité de la réserve personnelle pourrait donc varier selon le moment de la récolte.

Dans ce dossier, comme dans celui de la production à la maison, les projets de loi d'Ottawa et de Québec semblent difficilement conciliables, note Stéphane Beaulac. Lorsqu'il y a un conflit entre une loi fédérale et une loi provinciale, la règle établie par la jurisprudence est que la loi fédérale a préséance. Les tribunaux détestent cependant procéder à une telle hiérarchisation des lois et tentent souvent de réconcilier les deux textes en justifiant leur différence par un champ d'application distinct. Or une telle réconciliation semble «peu possible» dans ce contexte, selon M. Beaulac.

**Lorsqu'il y a un conflit entre une loi fédérale et une loi provinciale, la règle établie par la jurisprudence est que la loi fédérale a préséance**

Car dans un cas, le projet de loi fédéral autorise la production de quatre plants personnels tandis que le projet de loi québécois n'en autorise aucun. «Ça ne peut pas être concilié, observe-t-il. Il y a manifestement un conflit normatif.»

Le professeur de droit pose le même constat pour les limites prescrites par Québec à la possession de cannabis à la maison. «S'il y a une limite de possession de 150 grammes et qu'il n'y en a pas à Ottawa, ça veut dire que c'est interdit d'en avoir 170 grammes suivant le texte québécois mais que ce n'est pas interdit suivant le texte fédéral. Ça ne peut pas être concilié.»

Le Nouveau-Brunswick exigera que la réserve de cannabis — qui n'est pas circonscrite — soit dans une pièce ou un réceptacle verrouillé. L'Ontario et l'Alberta n'ont pour l'instant pas prévu de contraintes.

Le projet de loi québécois autorise toutefois les adultes, comme le prévoit Ottawa, à transporter sur eux jusqu'à 30 grammes de cannabis.

Les contraintes instituées pour la production et la possession à domicile ne s'appliqueront

pas aux Québécois qui consomment du cannabis à des fins médicales.

#### Plus sévère pour les jeunes?

La législation du gouvernement Couillard pourrait par ailleurs s'avérer plus sévère pour les mineurs qui se feraient pincer avec une petite quantité de marijuana.

La loi fédérale prévoit que les moins de 18 ans en possession de moins de cinq grammes de cannabis ne seront pas accusés au criminel, mais feront plutôt face à une peine prévue sous la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents. L'amende n'est pas chiffrée dans le projet de loi C-45. Ottawa préfère en laisser la discrétion aux juges qui établiront la jurisprudence.

Le texte législatif de Québec stipule toutefois qu'un mineur en possession de moins de cinq grammes «commet une infraction et est passible d'une amende de 100\$».

Sur cette question, le professeur Beaulac estime que la loi québécoise pourrait passer le test de la cour. Si le contrevenant est «passible» d'une telle amende mais que celle-ci n'en est pas une minimale, «ça pourrait se concilier» avec la loi fédérale puisque le texte provincial permettrait néanmoins au magistrat d'user de sa discrétion.

Or, l'attachée de presse de la ministre Charlebois, Bianca Boutin, a indiqué au *Devoir* que ce seraient «les agents de la paix qui donneraient les amendes, et non les juges. Ainsi, les agents de la paix n'auraient pas de marge discrétionnaire quant au montant».

#### Une tolérance zéro incertaine

La ministre Charlebois s'est enfin targuée de décréter la tolérance zéro au volant sur les routes du Québec. Elle a fini par admettre, en entrevue avec *Le Devoir*, que ce ne sera pas appliqué tant que des appareils de détection de THC dans la salive ne permettront pas de déceler une consommation récente de cannabis. Les études scientifiques concluent toutefois qu'il est encore impossible d'établir une corrélation entre le taux de THC dans le corps et le niveau d'intoxication d'un individu. Et que la science risque de ne jamais le permettre. Une source policière prévenait même cette semaine que la tolérance zéro de la loi québécoise serait immanquablement contestée devant les tribunaux pour cette raison.

La loi fédérale interdit un taux de THC dans la salive qui dépasse l'équivalent de cinq nanogrammes par millilitre de sang. La conduite avec facultés affaiblies est cependant encadrée par des lois tant fédérales que provinciales.

Les ministres fédéraux se sont tour à tour abstenus pour l'instant de prédire si Ottawa contestera les dispositions de la loi québécoise.

## Quelque chose de pourri

MICHEL DAVID



Le premier ministre Philippe Couillard était coincé. Les militants libéraux n'auraient pas compris que Jean Charest ne soit pas invité aux célébrations du 150<sup>e</sup> anniversaire de la fondation du PLQ. A dix mois d'une élection qui s'annonce difficile, ce n'était pas le moment de semer la zizanie au sein du parti.

La présence de M. Charest au congrès de la fin de semaine n'en demeure pas moins embarrassante. Jean-François Lisée a pris un malin plaisir à tourner le fer dans la plaie en félicitant le PLQ de «mettre en vitrine son problème de fond». Tant qu'à y être, pourquoi ne pas avoir aussi invité Nathalie Normandeau et Marc-Yvan Côté?

Comme pour mieux documenter le problème en question, le dernier rapport de la vérificatrice générale a très bien exposé les magouilles des collecteurs de fonds libéraux que le gouvernement Charest avait laissés noyauter et esroquer la Société immobilière du Québec (SIQ).

Cinq ans après son départ, l'ancien premier ministre et son ami Marc Bibeau continuent de défrayer la chronique. Ce soir, les militants libéraux réunis à Québec vont pourtant ovationner celui qui a donné au magazine *Maclean's* l'occasion de qualifier le Québec de «province la plus corrompue au Canada».

En honorant son ancien chef, le PLQ va célébrer sa propre turpitude. Jeudi, à l'Assemblée nationale, il était fascinant d'entendre M. Couillard chanter les louanges de son prédécesseur, dont le souvenir aura empoisonné son mandat du début à la fin et provoqué un écœurement collectif auquel il devra peut-être sa défaite l'an prochain. Il y a décidément quelque chose de pourri dans le royaume.

◆ ◆ ◆

La dérive éthique du PLQ s'est accompagnée d'un laxisme tout aussi coupable dans la défense de l'identité québécoise, que la vérificatrice générale a également bien documenté dans son rapport. S'il est vrai que les règles encadrant le financement des partis politiques et l'octroi des contrats publics ont été resserrées depuis le départ de M. Charest, la francisation des immigrants demeure toujours aussi déficiente.

M. Couillard s'est indigné des propos méprisants du gérant de la nouvelle succursale montréalaise d'Adidas, qui a consenti à prononcer quelques mots de français pour «accommoder» les indigènes. Mais qu'a fait son propre gouvernement pour renforcer la présence et le prestige du français, si on excepte un timide règlement pour lui assurer une «présence suffisante» sur la façade des grandes enseignes commerciales? Le premier ministre a décrété que le français se portait bien au Québec. Ceux qui s'inquiètent ne sont que des alarmistes qui cherchent à semer la division.

C'est avec un manque d'enthousiasme évident que les libéraux s'étaient résignés au maintien de la loi 101, après s'être opposés féroce à son adoption et l'avoir affaibli le plus possible. C'est comme s'ils associaient la promotion du français à celle de l'indépendance.

Malgré la hausse des budgets qui lui sont consacrés, il est clair que l'approche incitative est aussi insuffisante dans le cas des individus que dans celui des PME. Alors que la proportion de nouveaux arrivants capables de parler français a chuté de 62% à 42% en cinq ans, à peine 30% de ceux qui ne le parlent pas se sont inscrits à un cours et moins de 10% atteignent le niveau minimal pour obtenir un emploi ou poursuivre des études postsecondaires.

Le nouveau ministre de l'Immigration, David Heurtel, a un nouveau plan et promet une refonte du programme «Réussir l'intégration» pour le printemps 2019. Certaines des carences constatées par la vérificatrice générale peuvent sans doute être corrigées, mais il semble de plus en plus évident qu'il faudrait rendre l'apprentissage du français obligatoire, comme le proposent déjà la CAQ et le PQ.

◆ ◆ ◆

À en juger par les propositions qui seront soumises à l'attention des délégués au congrès, l'urgence est ailleurs pour les libéraux. Au moment où l'incident chez Adidas et le rapport de la vérificatrice générale devraient avoir l'effet d'un signal d'alarme, la commission politique du PLQ propose plutôt l'adoption d'une «clause d'impact» qui imposerait au gouvernement d'évaluer l'impact sur la communauté anglophone de tout projet de loi ou règlement et d'y inclure des dispositions spécifiques les concernant. Trouvez l'erreur!

Même si les sondages ont enregistré un glissement du vote non francophone vers la CAQ au cours des derniers mois, les stratèges caquistes ne se font pas d'illusion sur la possibilité d'entamer sérieusement le monopole libéral. Si le PLQ veut s'aliéner encore un peu plus l'électorat francophone en accordant un nouveau privilège à la communauté anglophone, ils ne pourront que s'en féliciter.





## PERSPECTIVES

## Le Zimbabwe tourne la page de l'ère Mugabe

Que réserve l'avenir dans un pays où les militaires veillent au grain et où neuf adultes sur dix sont au chômage ?

CLAUDE LÉVESQUE

Robert Mugabe a finalement abandonné mardi le pouvoir qu'il avait exercé pendant 37 ans, dont 30 à titre de président, mettant fin à ce qui était en train de devenir un véritable feuilleton. Les Zimbabweens semblent heureux, ou en tout cas avoir confiance que les choses ne peuvent qu'aller un peu mieux, mais la question, aujourd'hui, est de savoir à quel point elles pourront s'améliorer.

Résumons à très grands traits les événements des derniers jours, parce qu'ils donnent une idée de la suite des choses.

Le 13 novembre, les hauts gradés de l'armée menacent d'« intervenir » pour mettre fin aux luttes internes au sein du parti au pouvoir, la ZANU-PF (Alliance nationale africaine du Zimbabwe – Front patriotique), et assurer la stabilité sociale. Deux jours plus tard, l'armée passe aux actes. La machine à rumeurs s'emballe. Ce qui est clair, c'est que Mugabe est maintenu en résidence surveillée et que la ZANU-PF retire maintenant la confiance qu'elle avait dans son propre chef et exige sa démission.

Le dimanche 19 novembre, on annonce que le président s'adressera à la nation en soirée par le truchement de la télévision. Le vieillard de 93 ans s'est donc assis devant la caméra et le micro, salué respectueusement par un groupe de généraux, habillés de beaux uniformes ou de simples treillis, puis a entamé un assez long discours. Pour dire essentiellement ceci : les militaires étaient dans leur droit d'intervenir, nous voulons tous que les choses s'améliorent sur le plan économique, et bonne soirée.

Les manifestants dans la rue, et une bonne partie de la planète média, sont restés bouche bée, parce qu'ils croyaient tous que Robert Mugabe allait annoncer sa démission. C'était sous-estimer l'entêtement de l'homme.

La procédure de destitution a donc été engagée le lendemain, comme promis, et dès le surlendemain, mardi, une lettre de démission signée de la main de Robert Mugabe était rendue publique.

Vendredi, l'ancien premier vice-président, Emmerson Mnangagwa, devenu président en vertu de la Constitution, a prononcé son discours inaugural devant une foule réunie dans le stade de Harare, en l'absence du président déchu et de son entourage. Fait à signaler : le 6 novembre, donc tout récemment, il avait été forcé de s'exiler en Afrique du Sud par Mugabe, ou plus vraisemblablement par Grace, l'épouse de ce dernier, qui souhaitait devenir elle-même vice-présidente avant de succéder à son mari.

Le nouveau chef de l'État a martelé vendredi ce que la rue voulait entendre : il faut des emplois, des emplois, des emplois ! Il a quand même rendu hommage à Robert Mugabe et demandé « qu'on oublie le passé ». Il aurait été étonnant qu'il parle autrement puisqu'il a au moins autant de gestes à se faire pardonner que son ancien patron.

Emmerson Mnangagwa, né en 1942, a été un compagnon d'armes de Robert Mugabe pendant le combat contre le régime ségrégationniste dirigé par Ian Smith, même s'il est son cadet d'une vingtaine d'années. Il a dirigé plusieurs ministères après l'indépendance acquise en 1980, dont la Sécurité d'État, la Défense, la Justice et les Finances. Il a joué un rôle important dans la répression exercée en 1983-1984 contre la ZAPU (Alliance africaine du peuple du Zimbabwe) dirigée par Joshua Nkomo, rival de la ZANU-PF au pouvoir, et de nouveau lors des violences perpétrées lors de l'élection présidentielle de 2008.

Emmerson Mnangagwa a également plaidé vendredi pour la levée des nombreuses sanctions qui frappent le Zimbabwe, promettant d'indemniser les fermiers (surtout blancs) qui ont été dépossédés.

Les réactions internationales à la mise à la retraite de Robert Mugabe ont été plutôt favorables, à commencer par celle du ministre britannique des Affaires étrangères, Boris Johnson, qui a parlé d'une réintégration du pays dans la famille du Commonwealth. De là à croire que les investisseurs et les touristes afflueront vers le Zimbabwe, il y a un grand pas à franchir. Pourtant, il le faudrait bien, car l'économie est ex-



Des Zimbabweens se sont réunis pendant la cérémonie faisant d'Emmerson Mnangagwa le nouveau président du pays, vendredi.

sanguine. Les neuf dixièmes des adultes sont en chômage, ce qui ne signifie pas qu'ils ne font rien et ne touchent aucun revenu, mais plutôt qu'ils doivent se contenter des miettes que procurent les menus métiers du secteur informel.

« Nous devons comprendre que le monde ne nous doit rien », commentait jeudi en éditorial le journal progouvernemental *The Herald* de Harare, plus gros tirage dans le pays.

Les militaires qui ont contribué à déposer Robert Mugabe ont multiplié les précautions

pour ne pas donner l'impression de perpétrer un coup d'État, même si l'expression a été largement utilisée dans la presse internationale. Contrairement à plusieurs pays situés plus au nord, l'Afrique australe n'a pas connu de putschs militaires à proprement parler.

Après la chute du mur de Berlin et du communisme soviétique, l'idée d'une alternance à la tête des États et d'une transition démocratique était à l'ordre du jour dans plusieurs parties du monde, dont l'Afrique. Dans ce continent, la démarche

a malheureusement tourné à la mauvaise blague dans plusieurs cas, les « dynasties » régnantes se contentant de convoquer des « conférences nationales » et de tenir des élections truquées, souvent avec la complicité de certains pays du Nord qui redoutaient que des changements trop marqués nuisent à leurs intérêts.

Ainsi, le Togo a connu de 1967 à ce jour le régime de Gnassingbé Eyadema et de son fils Faure Gnassingbé, le Gabon celui d'Omar Bongo et de son fils Ali, l'Angola celui

d'Eduardo dos Santos depuis 1979 jusqu'à août dernier, le Cameroun, celui de Paul Biya depuis 1982. Dans d'autres pays, comme le Rwanda ou la République démocratique du Congo, le chef de l'État a soit fait modifier la Constitution, soit sérieusement envisagé de le faire, pour pouvoir exercer au moins un mandat de plus.

Certains pays africains ont réussi à se doter d'une démocratie viable après de longues périodes d'autocratie, comme la Tunisie.

À l'autre bout du continent, l'Afrique du Sud donne l'exemple d'une bonne transition démocratique, même si l'ANC (Congrès national africain, le parti du héros de la lutte contre l'apartheid Nelson Mandela) monopolise le pouvoir depuis les premières élections universelles tenues en 1994. Il faut dire que les rivalités au sein même de cette formation sont parfois vives et que l'opposition, quoique très morcelée, fait des gains. Il faut ajouter aussi que le travail de la Commission vérité et réconciliation (1996-1998) a contribué à calmer les tensions raciales et autres.

Au Nigeria, le pays le plus peuplé d'Afrique, la démocratie a commencé à s'installer en 1999, malgré quelques scrutins jugés frauduleux, après des décennies de conflits et de coups d'État. Elle s'est peut-être installée à demeure en 2011, les élections se déroulant depuis lors de façon plus régulière grâce à la présence d'observateurs internationaux. Cela n'empêche toutefois pas les conflits ethniques et la corruption de demeurer des fléaux, sans oublier la terreur répandue par le groupe islamiste Boko Haram.

Le Zimbabwe s'est défait d'un régime raciste blanc en 1980 à la suite d'une guérilla féroce, alors que l'Afrique du Sud a fait de même plus d'une décennie plus tard, mais dans le cadre d'un processus relativement pacifique. Autre différence, la ZANU-PF de Robert Mugabe, parvenue au pouvoir au plus fort de la guerre froide, s'est inspirée de régimes marxistes à partis uniques, ce que l'ANC n'a ni pu ni voulu faire à une tout autre époque.

Collaboration spéciale  
Le Devoir

## Trump et Cuba : une guerre tiède

Le président américain partage avec son prédécesseur Obama l'objectif d'un « Cuba libre », mais en employant des moyens différents

Il y a un an mourait Fidel Castro. Aujourd'hui, Donald Trump applique sa ligne dure envers le régime de Raúl, mais sans remettre totalement en cause la détente lancée par Barack Obama. Il conduit une politique à l'égard de Cuba à la fois idéologique et pragmatique, une guerre froide sur fond de réchauffement, mais contraire aux vœux des Américains.

MARIE-CHRISTINE BONZOM

Dans un discours prononcé le 16 juin à Little Havana, fief des exilés cubains à Miami, le chef de la Maison-Blanche a « annulé » l'accord conclu par Barack Obama et Raúl Castro qui facilitait les échanges entre Américains et Cubains. Donald Trump dénonçait un « accord qui n'aide pas les Cubains et enrichit un régime brutal ».

Le 8 novembre, il a interdit aux Américains de séjourner dans les hôtels appartenant à l'armée cubaine ou de faire du commerce avec ses conglomérats.

Entre-temps, il avait profité de sa première allocution devant l'ONU pour juger le régime castriste « corrompu et déstabilisateur » et s'opposer à la levée de l'embargo américain « tant que le gouvernement cubain ne fera pas des réformes fondamentales et n'aura pas libéré tous les prisonniers politiques ».

En marge de ces annonces, Donald Trump a dû gérer l'affaire du syndrome frappant depuis l'an dernier des diplomates américains à La Havane.

Les symptômes, allant de la nausée à la surdité en passant par des pertes de mémoire, ont aussi été observés chez des diplomates canadiens. Ils ont été d'abord attribués par Washington à des « attaques sonores » du renseignement cubain ou d'un pays tiers. L'enquête, menée avec la coopération du gouvernement cubain, n'a pu confirmer cette thèse. Néanmoins, des diplomates américains et leurs familles ont



Raúl Castro

été rapatriés et des diplomates cubains en poste à Washington, expulsés. Le régime cubain accuse désormais le gouvernement Trump de propagande.

Mais si le président Trump s'est engagé à redéfinir en profondeur la politique de normalisation de son prédécesseur, il ne la jette pas complètement aux oubliettes.

En effet, Donald Trump n'a pas rompu les relations diplomatiques, ni les liaisons aériennes rétablies par le président Obama avec Cuba. Il a conservé les assouplissements à l'embargo décrétés par M. Obama, notamment sur le



Donald Trump

rhum et les cigares cubains.

De fait, M. Trump avait applaudi à la détente voulue par M. Obama dès le début. Comme candidat à la présidence, il avait estimé que « l'idée de s'ouvrir à Cuba — 50 ans, c'est assez — est correcte ».

En campagne à Little Havana, M. Trump avait ajouté qu'il négocierait « un meilleur accord » que celui de M. Obama. À ses yeux, un « meilleur accord » en serait un « qui ne soutient pas le régime castriste, ni sur le plan politique, ni sur le plan économique ».

À ce jour, Cuba refuse de « négocier sous

pression » et les mesures unilatérales de Washington sont la seule expression de la nouvelle politique des États-Unis à l'égard de Cuba.

M. Trump partage avec M. Obama l'objectif déclaré d'un « Cuba libre ». Mais le nouveau président emploie des moyens différents.

Largeement inspirée par le sénateur Marco Rubio et le député Mario Diaz-Balart, fils d'exilés cubains qui représentent la Floride, sa politique à l'égard de Cuba s'ancre dans la guerre froide et le combat idéologique entre capitalisme et communisme.

« De l'Union soviétique à Cuba et au Venezuela, partout où le véritable socialisme ou communisme a été adopté, il a engendré souffrance, désolation et échec », lance ainsi M. Trump.

Pour idéologique qu'elle soit, l'approche du président américain est aussi pragmatique face à un Raúl Castro qui promet de quitter le pouvoir l'an prochain.

« Nous renforçons notre politique cubaine pour tenir l'activité économique à l'écart de l'armée cubaine et aller dans le sens d'une plus grande liberté politique et économique du peuple cubain », explique Steve Mnuchin, ministre de l'Économie. Selon M. Trump, l'évolution des relations bilatérales dépendra de « changements concrets » et de « progrès réels » dans l'île, parmi lesquels le multipartisme et des élections libres.

Cependant, la majeure partie de la société américaine considère que les pressions des États-Unis sur Cuba ont toujours échoué et souhaite une normalisation immédiate des relations. C'est vrai pour les trois quarts de l'opinion publique, les entreprises et les organisations humanitaires, la quasi-totalité des élus démocrates et de nombreux républicains. Au Sénat, 55 élus sur 100 soutiennent un texte qui éliminerait les restrictions aux échanges avec Cuba. À la Chambre, un groupe bipartisan a déposé une proposition visant à lever l'embargo.

Collaboratrice  
Le Devoir

## PROCESSUS ÉLECTORAL

## Peut-on se fier à Facebook pour combattre la désinformation?

COLETTE BRIN

Directrice du Centre d'études sur les médias et professeure au Département d'information et de communication de l'Université Laval

PHILIPPE RODRIGUES ROULEAU

Étudiant au doctorat en communication à l'Université d'Ottawa



JONATHAN NACKSTRAND AGENCE FRANCE-PRESSE

Les élections présidentielles américaines de 2016 ont éveillé des soupçons quant à la probité des processus électoraux à l'ère numérique. Cyberespionnage, piratage informatique, utilisation détournée des réseaux sociaux par des groupes organisés : autant de facteurs pouvant entacher le bon déroulement d'une campagne, même dans les démocraties les mieux établies. Facebook est particulièrement montré du doigt.

Aux États-Unis, où l'hypothèse d'une ingérence russe durant l'élection de 2016 fait l'objet d'une commission d'enquête, des messages indésirables ont été massivement diffusés sur cette plateforme. Des milliers de dollars en espaces publicitaires ont également été vendus à d'obscurs comptes russes qui ont utilisé Facebook pour diffuser leur propagande.

Même si on ne connaît pas les effets réels sur le vote — et bien que le Canada et le Québec ne semblent pas directement menacés pour le moment —, il y a lieu de s'interroger sur les moyens à mettre en œuvre et les responsabilités de différents acteurs par rapport au fléau de la désinformation. D'autant plus que les prochaines échéances électorales approchent à grands pas.

Il y a quelques semaines, Facebook Canada a dévoilé son « Initiative canadienne pour l'intégrité électorale » en vue du scrutin fédéral de 2019. Passée à peu près inaperçue, cette initia-

tive comprend trois mesures destinées à la classe politique canadienne : la publication d'un « guide d'hygiène » censé aider les députés et les partis politiques à mieux sécuriser leurs comptes Facebook ; le lancement prochain d'un programme de formation en ligne couvrant les mêmes sujets ; et la mise en activité d'une adresse courriel exclusivement dédiée aux demandes d'assistance en cas de piratage. Facebook soutiendra aussi un programme de développement de la littératie numérique, sous l'égide de l'organisme HabiloMédias.

## Lobbyisme

Ces mesures s'inscrivent dans une volonté plus large de « renforcer le processus démocratique » — dixit Mark Zuckerberg — là où le réseau social est présent. À cette fin, Facebook a multiplié depuis un an, dans plusieurs pays, les annonces d'investissements en matière de surveillance des élections, de vérification des contenus publicitaires qui circulent sur son réseau, et de détection par intelligence artificielle des fausses nouvelles (*fake news*).

Après avoir d'abord hésité à reconnaître ses torts à l'issue de la campagne présidentielle

américaine, l'entreprise admet qu'elle aurait dû voir venir et agir. Les dirigeants de Facebook s'engagent à collaborer avec les autorités pour éviter que pareille situation se reproduise à l'avenir. Mais malgré cette bonne volonté affichée, on voit surtout l'effet d'un puissant exercice de lobbying, dont l'opacité est aussi impénétrable que les algorithmes qui ordonnent ses deux milliards de fils d'actualité personnalisés.

L'intérêt soudain de Facebook pour la chose publique soulève bien des questionnements. La responsabilité de préserver l'intégrité du processus électoral est-elle du ressort d'une entreprise privée, aussi bien intentionnée soit-elle? Comme il s'agit du bon fonctionnement de la démocratie, la responsabilité n'incombe-t-elle pas plutôt aux autorités électorales, aux États, aux collectivités?

Alors que les Québécois seront appelés aux urnes dans moins d'un an, les capacités et les moyens dont dispose le Directeur général des élections (DGEQ) devront être renforcés afin d'encadrer les communications numériques. Si une cyberattaque de l'étranger semble peu probable, le Québec, en revanche, n'est pas à l'abri de campagnes organisées de désinformation sur les réseaux sociaux ou de tentatives de piratage en tous genres à l'encontre de personnalités ou de partis politiques.

Au fédéral, une révision de la Loi électorale est attendue dans les prochains mois en prévision du scrutin de 2019. Il reste à voir quel rôle pourra jouer Elections Canada, dont la responsabilité concernant les médias se limite à ce qui concerne le processus du vote lui-même, plutôt que les contenus concernant les candidats et les partis. Quant au CRTC, chargé d'assurer l'équilibre du temps d'antenne et une certaine impartialité de traitement dans les médias audiovisuels, son mandat exclut les communications numériques, ainsi que toute forme de censure. Il faudra

donc trouver un équilibre entre liberté de presse et intégrité du processus électoral.

## Bulles

Les médias traditionnels ont une obligation d'indépendance et d'équité en période électorale ; à notre avis, les mêmes règles devraient s'appliquer aux entreprises de réseaux sociaux qui orientent une grande partie du flot d'informations en ligne, tout particulièrement au Québec.

Selon les données colligées par le Centre d'études sur les médias dans le cadre du Digital News Report 2017, 55% des Canadiens francophones (et 71% des francophones de moins de 35 ans) utilisent Facebook pour consulter, partager ou commenter des nouvelles sur une base hebdomadaire. Les médias sociaux contribuent aussi fort probablement à accentuer nos biais, puisqu'ils nous alimentent en priorité de contenus et de contacts qui nous ressemblent et nous plaisent. Fausses nouvelles ou pas, les « bulles » d'opinions et d'expériences relativement homogènes ne sont pas propices à un débat démocratique éclairé.

Comme pour l'ensemble des problèmes de régulation de l'espace numérique, la solution à long terme passera sans doute par une concertation internationale. D'ici là, les gouvernements nationaux doivent tout de même se montrer proactifs et mobiliser des ressources et des expertises d'ici pour assumer leurs responsabilités vis-à-vis de l'ensemble de leurs citoyens. En ce qui concerne le processus démocratique, se fier aux engagements volontaires d'une entreprise étrangère, dont la feuille de route en la matière n'est pas tout à fait reluisante, nous semble à la fois inopportun et hasardeux. Nous rejoignons les arguments de Kent Harrington, ancien cadre de la CIA, pour qui la solution passe non seulement par un meilleur encadrement des géants du numérique, mais aussi par un renforcement des capacités journalistiques et du système d'éducation public.

## ÉLECTIONS MUNICIPALES À MONTRÉAL

## Le dessous des cartes

FRÉDÉRIC CASTEL

Géographe, historien, religieux, UQAM

À l'aide de la cartographie des résultats par section de vote et des données par district, l'analyse géographique des élections municipales de Montréal permet de dégager des mouvements de fond et de mettre en lumière des phénomènes qui, autrement, passeraient sous le radar.

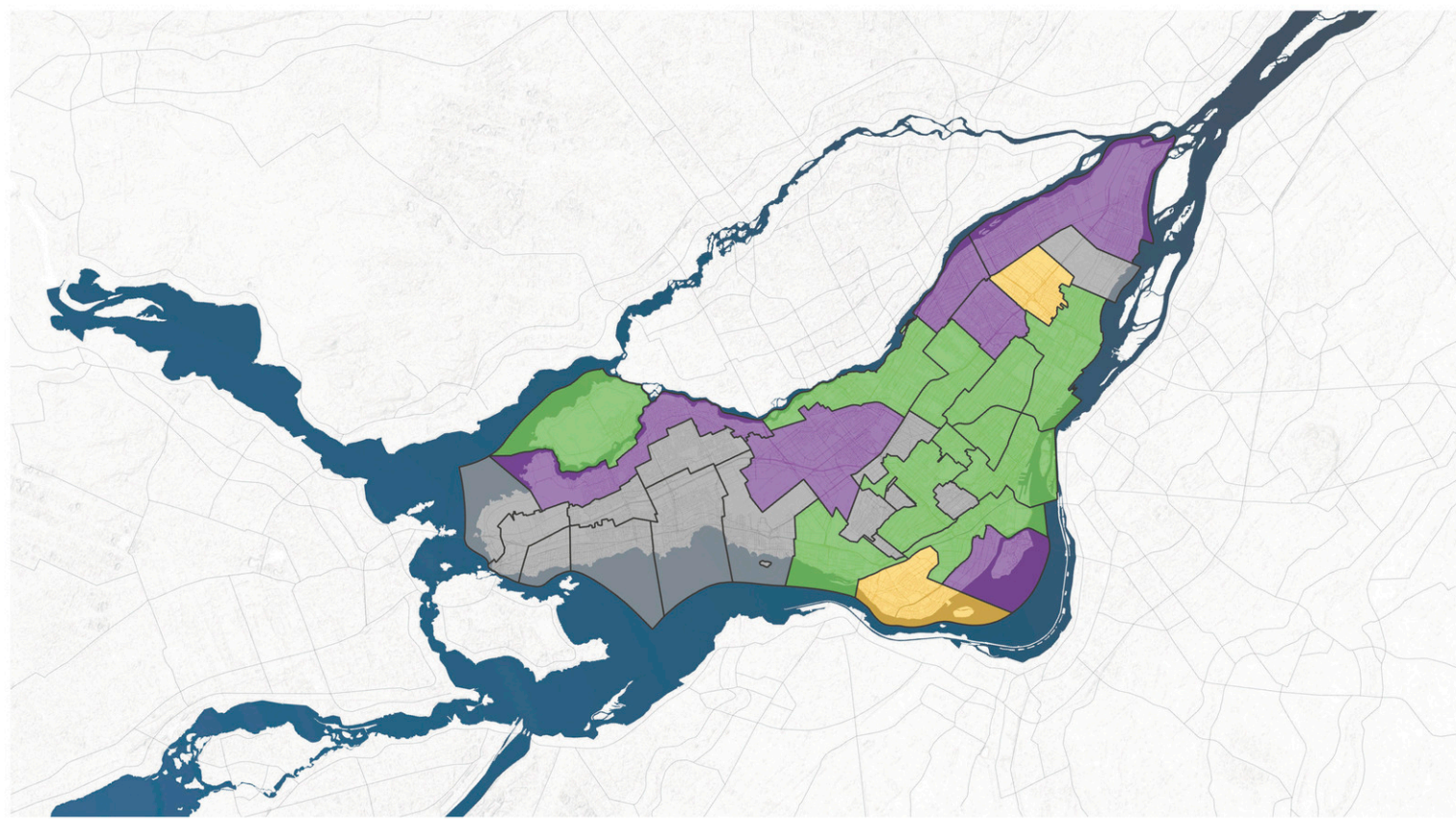
En 2017, sous l'effet de l'effondrement des tiers partis, qui ne présentaient plus de candidats à la mairie de la ville, Projet Montréal et l'Équipe Denis Coderre ont vu tous deux leurs électors s'accroître. Sur le plan spatial, les changements les plus remarquables sont, naturellement, l'expansion du parti de Valérie Plante et la bipolarisation du vote.

Ainsi s'est effacé l'impact qu'ont eu, en 2013, le parti du Vrai Changement pour Montréal de Mélanie Joly et la Coalition Montréal de Marcel Côté. La cartographie des sections de vote révélait alors que l'ensemble des quartiers du centre-ouest, où les anglophones et les allophones sont nombreux, étaient devenus un *patchwork* géopolitique où les luttes se faisaient à trois ou à quatre. Il est tout aussi singulier qu'en 2017 cet espace hétérogène ait principalement favorisé Projet Montréal.

## Bouleversements durables

En 2009, sous Louise Harel, Vision Montréal, avec des candidats souverainistes et fédéralistes reconnus, réussit à percer certains univers allophones. En 2013, prenant le relais de Vrai Changement pour Montréal, Coalition Montréal réussit à gagner de nouveaux électeurs dans Côte-des-Neiges quoiqu'en perdant une bonne part des acquis de Vision Montréal dans l'est.

On n'aura guère remarqué



Montréal au lendemain des élections du 5 novembre dernier. En mauve, les arrondissements remportés par l'Équipe Denis Coderre ; en vert, ceux où la victoire est allée à Projet Montréal.

que les succès obtenus par Mélanie Joly pour le poste de maire en 2013 ont été spectaculaires dans la mesure où celle-ci finit première dans maints secteurs du centre-ouest, de Pierrefonds, de Saint-Laurent et de Tétraulville, autant dans des secteurs francophones qu'anglophones ou allophones.

Avec des luttes à quatre, les élections de 2013 ont créé des bouleversements durables dans le centre-ouest, devenu politiquement plus fluide.

Pour la mairie de Montréal, dans l'est, les anciens partisans de Coalition Montréal ont massivement appuyé Valérie Plante. Dans l'ouest, les partisans du Vrai Changement pour Montréal ont majoritairement fait de même, sauf ceux de Saint-Laurent et du centre-ville qui lui ont préféré Denis Coderre.

## Châteaux forts

De Saint-Laurent à Rivière-des-Prairies, l'Équipe Denis

Coderre l'emporte fortement dans les districts où la présence des allophones est supérieure à la moyenne. Il reste que les fortes majorités obtenues dans le nord-est indiquent que les francophones, des banlieues sont nombreux à opter pour cette formation.

À première vue, le territoire où la majorité des électeurs appuient l'Équipe Denis Coderre correspond à l'espace du vote libéral aux paliers québécois et canadien. Toutefois, le château fort péquiste de Pointe-aux-Trembles est resté fidèle au maire sortant, alors que le centre-ouest, majoritairement libéral, lui a largement échappé dès 2013.

En 2013, le territoire où les électeurs de Projet Montréal dominent prenait la forme d'un triangle unissant Ahuntsic, Tétraultville et Saint-Henri. Cela correspond aux quartiers à forte majorité francophone. En 2017, cet espace s'est fortement étendu aux extrémités sud de la ville, de

sorte que l'apport des électeurs anglophones et allophones s'est accru.

En 2013, le territoire de Projet Montréal recoupait essentiellement l'espace composite où prédominent, au provincial, les électeurs solidaires et péquistes et, au fédéral, les électeurs néodémocrates et bloquistes (version 2015). En 2017, l'expansion vers l'ouest, déjà entamée à Notre-Dame-de-Grâce, s'est faite dans des univers politiquement mixtes ou libéraux.

## Diverses cités

La géographie des réalités ethnolinguistiques et des sensibilités politiques montre des parentés avec la géographie des formations municipales. Le recoupement n'est toutefois pas total, comme si un troisième paramètre manquait à la dynamique. Les analyses électorales, focalisées sur le rôle du politique et du culturel, oublient souvent celui du so-

cial qui, à l'échelle municipale, est déterminant.

## Espaces de changement

En 2017, au-delà des programmes proposés, les défis de l'Équipe Denis Coderre et de Projet Montréal étaient d'aller au-delà des terres acquises. Pour le maire sortant, il était ébété de ne pas avoir d'élus dans les districts francophones centraux. En ralliant à sa cause des candidats issus d'autres partis municipaux, dont plusieurs souverainistes reconnus, bien des espoirs lui étaient permis. Pour l'aspirante mairesse, il fallait sortir de la ville centre, notamment en rejoignant les milieux anglophones et allophones.

Or, le jour du scrutin, Projet Montréal a réalisé de fortes avancées dans les quartiers politiquement et culturellement mixtes du centre-ouest tout en ralliant, à l'est, les anciens partisans de la Coalition Montréal et du Vrai Changement pour Montréal qui n'ont pas suivi les transfuges. Malgré ces poussées, le territoire de l'Équipe Denis Coderre s'est bien maintenu, mais en s'affaiblissant en matière d'écart.

D'autre part, on ne voyait pas venir que, dans certains milieux issus de l'immigration, le vote se diversifie davantage. Les cartographies de 2013 et de 2017 le font voir, surtout au sud de l'autoroute 40.

À l'échelon des conseillers municipaux, dans les 22 districts à forte concentration allophone, les appuis à Projet Montréal ont franchi le seuil des 40% dans neuf districts des arrondissements de Ville-Marie-Saint-Michel-Parc-Extension, Ahuntsic-Cartierville, Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, Verdun, Saint-Laurent, Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles et Montréal-Nord.

La bipolarisation des résultats de 2017 cache donc toute une évolution, de l'ordre de la tectonique des plaques, qui s'est faite, subrepticement, sur quelques années, surtout dans la ville centre.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Véronique Chagnon (chef de division), Robert Dutrisac (éditorialiste), Michel Garneau et Pascal Élie (caricaturistes), Jacques Nadeau (photographe), Olivier Zuida (rechercheur photos); information générale : Isabelle Paré (chef de division et reporter), Stéphanie Baillegon (généraliste), Gérard Dallaire (pupitre), Amélie Daoust-Boisvert (santé), Jean Dion (éducation), Lisa-Marie Gervais (diversité), Pauline Gravel (sciences), Jessica Nadeau (éducation), Alexandre Shields (environnement); information politique : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Marco Bélar-Cirino et Marie-Michèle Stouff (correspondants parlementaires à Québec) Dave Noël (recherche), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec); information culturelle : Guillaume Bourgault-Côté (politiques culturelles), Julie Carpentier (pupitre), Fabien Deglise (livres), Catherine Lalonde (arts vivants), Catherine Laroche (arts vivants), Philippe Papineau (médias); information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins et Éric Desrosiers (reporters), Benoît Munger (pupitre); information internationale : Guy Taillefer (chef de division et éditorialiste); section art et vivre : Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs); cahiers spéciaux : Aude Marie Marcoux (responsable); équipe numérique : Laurence Clavel, Guillaume St-Hilaire et Geneviève Tremblay (pupitres); correction : Andréanne Bédard, Christine Dumazet et Michèle Malenfant (correctrices); soutien à la rédaction : Amélie Gaudreau (coordonnatrice à la rédaction), Jean-Philippe Proulx (commis), DOCUMENTATION Manon Derome (Montréal), Denise Ledoux (Ottawa), PUBLICITÉ Charlyne Bachraty (adjointe au vice-président), Marlène Côté, Evelyn De Varennes, Amel Elimam, Claire Paquet, Chantal Rainville et Nadia Schab (directrices de comptes), Alain Tréhou (directeur créativité média), Amélie Maltais (commis aux arts légers), Alessandra Tantalò et Laurence Hémond (coordonnatrices); PRODUCTION Caroline Desrosiers, Yannick Morin, Anthony White et Nathalie Zemaits; INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Jean-François Côté (analyste programmeur), Luc Girard (technicien informatique), Luc M. Hébert (développeur Web); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Catherine Gentilcore (coordonnatrice marketing, communications et relations publiques), Sébastien Beaupré (coordonnateur service à la clientèle), Manon Blanchette, Caroline Filion, Nathalie Filion, Isabelle Sanchez (préposées au service à la clientèle); ADMINISTRATION Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Mélisande Simard (adjointe administrative et responsable des ressources humaines), Florentina Draghici (technicienne comptable), Véronique Pagé (responsable du crédit).

JEAN LAMARRE, 1953-2017

# Un président de conseil hors pair, un ami irremplaçable

NATHALIE BONDIL

Directrice et conservatrice en chef,  
Musée des beaux-arts de Montréal

MARIE COLLIN

P.-d.g. de Télé-Québec

BERNARD DESCÔTEAUX

Directeur, Le Devoir (de 1999 à 2016)

MICHÈLE FORTIN

P.-d.g. de Télé-Québec (de 2005 à 2015)

BRIAN MYLES

Directeur, Le Devoir

CHRISTIAN YACCARINI

Président et chef de la direction,  
Société de développement Angus

Jean Lamarre nous a quittés trop tôt à l'âge de 63 ans, fauché par un cancer auquel il aura tenu tête jusqu'à la toute fin, avec une sérénité, une distance, un courage et son humour distinctif, l'air de rien... C'était tout lui. D'une résilience qui force l'admiration, il a consacré ses ultimes moments à rassurer ses proches et à préparer la relève au sein des nombreux conseils d'administration, dans des sociétés autant publiques que privées, dans lesquels il était impliqué à titre de président ou d'administrateur.

Peu de gens réalisent à quel point Jean Lamarre a imprimé sa marque sur des institutions importantes au Québec: la Société de développement Angus, Télé-Québec, *Le Devoir* et tant d'autres.

Pendant que d'autres surveillent leurs placements, Jean Lamarre dépensait son inépuisable énergie dans les causes qui lui tenaient à cœur. «*Le privilège d'avoir gagné de l'argent vient avec la responsabilité de bien le dépenser*», disait-il.

Son père, Bernard Lamarre, a bâti des cathédrales de la modernité, tandis que Jean a tissé une toile impressionnante d'interconnexions humaines qui lui survivront. Il incarnait une intelligence pure branchée sur un réseau.

## Une affaire d'humains

Pour nous, dirigeants de ces institutions, Jean Lamarre était un président, un conseiller, un bénévole, bref un citoyen exemplaire. Doté d'une perspicacité sidérante, il connaissait sur le bout des doigts la réalité de nos institutions, y compris la complexité des dynamiques humaines. Président de conseil, il s'intéressait aux opérations quotidiennes avec tout un jeu de cartes en main: l'esprit de synthèse, le savoir et la rigueur, l'intelligence et la curiosité, l'intuition et un humour... irrésistible. Toujours en vision macro et jamais en mode microgestion! Un président idéal. À toute heure du jour, peu importe le fuseau horaire ou le continent, ce voyageur infatigable répondait présent pour nous épauler. Il jouait, sans ingérence, son rôle d'ouvrir des portes et d'agir comme un mentor. Il a aidé jusqu'à son dernier souffle.

Homme rationnel et bienveillant, Jean Lamarre n'était pas un amateur des théories modernes de gestion. Dans toute entreprise, il n'y



Jean Lamarre en 2009

JACQUES GRENIER LE DEVOIR

avait que des problèmes d'humains que seuls des humains pouvaient régler. D'ailleurs, la montée de l'intelligence artificielle le faisait rire. «*Que feront-ils sans problèmes à créer et à régler?*» demandait cet humaniste lucide à la blague. Il entendait la gestion comme Jefferson voyait la politique: un compromis dans l'art de l'improvisation. Avec instinct et audace, il dénichait des talents, offrant des opportunités de travail et des promotions à des postes clés. L'innovation était son maître mot.

## Un homme attachant

Ce n'est pas le président ou le conseiller qui nous manquera le plus, mais l'homme et l'ami, profondément attachant, loyal, franc, lumineux. Aucune crise, aucun problème n'était assez grand pour lui faire perdre son sourire et son sang-froid. Il y avait toujours une solution, un moyen d'avancer... Car le travail, pour Jean Lamarre, était un mode de vie qu'il savait rendre joyeux.

Discret, Jean ne s'impliquait jamais pour sa gloire, mais par conviction. Il ne courait ni les titres ni les honneurs. Une intervention de

Christian Yaccarini, avec d'autres complices, lui a fait obtenir, dans son tout dernier lit, la médaille d'honneur de l'Assemblée nationale du Québec.

Son départ provoque un vide immense dans nos vies et pour de nombreuses institutions québécoises.

Jean Lamarre restera un exemple à suivre pour nos décideurs. Citoyen engagé et généreux, il a passé une grande partie de sa vie à utiliser le prestige de son nom pour aider et donner au suivant. Son épouse Diane et ses enfants, Catherine et David, n'ont jamais pu ralentir ce travailleur acharné. S'il avait pu, il aurait ajouté une huitième journée à sa semaine type de travail.

Pour avoir permis à tant d'amis et de collaborateurs de lui dire adieu, nous sommes profondément reconnaissants à la famille Lamarre-Fugère, que nous chérissons de tout cœur. Toujours élégant, lors de nos ultimes rencontres et alors qu'il se savait condamné, Jean nous remerciait encore pour notre temps.

Jean Lamarre est mort debout. Il nous appartient maintenant de marcher dans son sillage.

# Jean Lamarre, la passion du Québec

FRANÇOIS LEBRUN

Un ami de Jean

Comme mentionné dans *Le Devoir*, ton départ prématuré laisse un grand vide dans la vie de plusieurs personnes. Je vais m'ennuyer profondément de nos repas trimestriels depuis plusieurs années. Lors de ces agapes fraternelles, tu me racontais les péripéties de ton plus récent voyage en Afrique, qui te passionnait. Tu as découvert ce continent dans ta jeunesse grâce à ton père, le célèbre Bernard Lamarre.

Si ma mémoire est fidèle, tu as commencé ta carrière comme pilote de brousse. Par la suite, tu as contribué de façon significative au développement de Sefamo, une importante compagnie aurifère au Bénin. Grâce à ton expertise développée au fil des ans, tu es devenu un interlocuteur privilégié pour plusieurs leaders africains. On a même fait appel à tes talents d'arbitre pour résoudre certaines crises majeures sur le continent africain.

Je pourrais évoquer d'autres expériences passionnantes que tu as vécues dans d'autres pays, à Cuba avec Gérard Depardieu, en Russie et ailleurs, mais l'espace me manque.

## Une première passion, le Québec

Même si tu étais passionné par tes missions à l'étranger, ta première passion, c'était le Québec. Tu as consacré beaucoup d'énergie à faire démarrer des projets dans de nombreux secteurs d'avenir. À l'instar de ton père, tu es un grand entrepreneur du Québec d'aujourd'hui. J'espère que tu seras cité en exemple à l'École d'entrepreneurship de Beauce.

En outre, ton engagement dans la communauté a été remarquable. Combien d'heures as-tu consacrées bénévolement à diverses causes et à des institutions fondamentales pour notre société telles que *Le Devoir* et Télé-Québec. Et je sais pertinemment que ce ne fut pas toujours des tâches faciles, compressions obligent.

Je ne peux passer sous silence ton attachement profond à ta famille. À Diane, ton épouse bien-aimée, à tes enfants dont tu étais fier et à tes petits-enfants qui ont donné un nouveau sens à ta vie à l'aube de la soixantaine.

Je termine en te remerciant pour ta fidélité en amitié, nonobstant ton emploi du temps surchargé et tes nombreux voyages à l'étranger, tu as toujours été disponible pour nos échanges depuis 15 ans.

Lors de notre dernière rencontre, je t'avais suggéré d'écrire la biographie de ton père, un très grand entrepreneur. Tu m'avais répondu: «François, je n'ai pas le temps... Je sais que je suis atteint d'un cancer rare, mais je veux travailler jusqu'à la fin de mes jours.»

Aujourd'hui, ta famille est éprouvée, tes amis sont tristes, mais Bernard, ton modèle, est sans doute très fier de ton parcours et heureux de te retrouver de nouveau tout près de lui. Un grand merci, Jean, pour ton amitié indéfectible et surtout pour ta contribution majeure au développement de la société québécoise.

Tu mérites pleinement la médaille de l'Assemblée nationale que tu as reçue avant ton départ pour l'éternité!

# Laisser la liberté de parole aux jeunes

DENIS DUBOIS

Directeur général des programmes à Télé-Québec

À la suite de la parution dans ces pages d'une chronique de Fabrice Vil se désolant du manque de diversité dans la mosaïque des personnes inspirantes de MAMMOUTH 2017 («Mammouth pour les blancs», 24 novembre 2017), il me paraît essentiel non seulement de rétablir les faits, mais aussi de clarifier l'intention et de mettre en valeur ce grand projet.

Quiconque connaît Télé-Québec sait à quel point la chaîne a la jeunesse (nos adultes de demain) à cœur. Il faut savoir que plus de 40% de la grille du diffuseur présente des émissions de qualité expressément réfléchies et conçues pour les jeunes. Dans ce même ordre d'idées, nous avons souhaité aller encore plus loin en offrant aux jeunes de s'exprimer à propos de ce qui les inspire, les fait grandir, les

pousse à aller toujours plus loin. Ainsi est né le grand projet MAMMOUTH, dont l'objectif principal est justement de donner la parole aux jeunes du Québec.

À la fin de l'été dernier, Télé-Québec a fait appel aux jeunes de partout au Québec pour qu'ils soulignent des actions inspirantes. Qu'elles aient été posées par des jeunes ou des adultes; par des hommes ou des femmes; dans une région du Québec ou à l'autre bout du monde; par des gens issus de minorités visibles ou des gens d'origine québécoise; toutes les actions proposées ont été accueillies, pourvu qu'elles aient été posées au Québec dans les douze derniers mois ou par des gens qui vivent au Québec.

En octobre, dix jeunes provenant de différentes régions du Québec ont délibéré pendant deux journées entières pour déterminer les 20 gestes qui les ont le plus marqués au cours des douze derniers mois. Pour arriver à bien cibler ces 20 actions, les membres de ce jury ont dû s'informer, discuter, s'ouvrir à la diversité

«*Bien sûr, il aurait été plus "politiquement correct" que la composition de la mosaïque soit plus diversifiée, mais Télé-Québec aurait alors failli à son engagement de laisser la pleine liberté de parole aux jeunes*»

d'opinions, faire des choix parfois déchirants... et ils l'ont fait avec la plus grande ouverture et le plus grand sérieux.

Nous y avons entendu des jeunes allumés, respectueux des pensées des autres, heureux de participer à ce processus et fiers de se faire la voix de leurs collègues de classe et de leurs amis.

La parole a été totalement donnée aux jeunes, et Télé-Québec n'a jamais souhaité diriger leurs choix, pas même un peu. Cet aspect était non négociable: on souhaitait les entendre, eux. Et nous en sommes très fiers!

Ainsi est née la mosaïque MAMMOUTH 2017, dévoilée à la population québécoise le 16 novembre dernier.

De tout ce qui pourra être dit de cette mosaïque de gestes inspirants, l'aspect le plus important est qu'elle respecte d'un bout à l'autre le choix des jeunes. Entre adultes, trop rarement laissons-nous nos ados s'exprimer, nous faire savoir ce qui les allume, ce qui les touche, ce qu'ils visent ou même ce qu'ils souhaiteraient devenir, au plus profond d'eux-mêmes.

La mosaïque MAMMOUTH 2017 présente des gens qui aident leur prochain; qui se tiennent debout; qui s'affirment dans leur différence; qui revendiquent leurs droits; qui voient grand et foncent; qui n'ont pas peur de déranger pour que la société aille de l'avant... Maintenant, ce que je sou-

haite sincèrement, c'est que MAMMOUTH 2017 nous ouvre les yeux sur les aspirations positives de nos adultes de demain et qu'elle invite à la discussion respectueuse en famille ou entre amis. Bien sûr, il aurait été plus «politiquement correct» que la composition de la mosaïque soit plus diversifiée, mais Télé-Québec aurait alors failli à son engagement de laisser la pleine liberté de parole aux jeunes. Nous souhaitons vivement que la grande célébration MAMMOUTH 2017 inspire les jeunes de toutes les communautés à se joindre à ce mouvement collectif.

Pour l'instant, je vous invite à découvrir les gens exception-

nels, choisis par nos jeunes, qui composent la mosaïque MAMMOUTH 2017 en visitant le [mammouth.telequebec.tv](http://mammouth.telequebec.tv)

## Réponse du chroniqueur

Par sa réponse, est-ce que Télé-Québec nous informe que la sélection des personnalités Mammouth s'est faite sans balises? L'entreprise aurait-elle accepté que le jury contrevienne au principe de la parité? Bien sûr que non. J'œuvre en éducation depuis 2001 et je sais bien que tout en faisant place à l'autonomie des jeunes, les adultes doivent guider leurs choix selon des principes. Ici, constatons que pour Télé-Québec, le principe de la diversité culturelle n'a qu'une valeur de rectitude politique. Ceci est d'autant plus regrettable que l'ensemble du portrait perpétue le complexe du sauveur blanc. La réponse de Télé-Québec est d'ailleurs silencieuse à cet égard.

Fabrice Vil

### L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION: Véronique Chagnon (chef de division), Robert Dutrisac (éditorialiste), Michel Garneau et Pascal Élie (caricaturistes), Jacques Nadeau (photographe), Olivier Zuida (rechercheur photos); information générale: Isabelle Paré (chef de division et reporter), Stéphanie Baillegon (généraliste), Gérard Dallaire (pupitre), Amélie Daoust-Boisvert (santé), Jean Dion (sports), Marco Fortier (éducation), Lisa-Marie Gervais (diversité), Pauline Gravel (sciences), Jessica Nadeau (éducation), Alexandre Shields (environnement); information politique: Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Marco Bélar-Cirino et Marie-Michèle Sioui (correspondantes parlementaires à Québec), Dave Noël (recherche), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec); information culturelle: Guillaume Bourgault-Côté (politiques culturelles), Julie Carpentier (pupitre), Fabien Deglise (livres), Catherine Lalonde (arts vivants), François Lévesque (écrits), Caroline Montpetit (arts vivants), Philippe Papineau (médias); information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins et Éric Desrosiers (reporters), Benoît Munger (pupitre); information internationale: Guy Taillefer (chef de division et éditorialiste); section art de vivre: Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs); cahiers spéciaux: Aude Marie Marcoux (responsable); équipe numérique: Laurence Clavel, Guillaume St-Hilaire et Geneviève Tremblay (pupitres); correction: Andréanne Bédard, Christine Dumazet et Michèle Malenfant (correctrices); soutien à la rédaction: Amélie Gaudreau (coordonnatrice à la rédaction), Jean-Philippe Proulx (commis); DOCUMENTATION: Manon Derome (Montréal), Denise Ledoux (Ottawa); PUBLICITÉ: Charlyne Bachraty (adjointe au vice-président), Marlène Côté, Evelyn De Varennes, Amel Elimam, Claire Paquet, Chantal Rainville et Nadia Sebait (directrices de comptes), Alain Tréhou (directeur créativité média), Amélie Maltais (commis aux avis légaux), Alessandra Tantaló et Laurence Hémond (coordonnatrices publicitaires); PRODUCTION: Caroline Desrosiers, Yannick Morin, Anthony White et Nathalie Zemaitis; INFORMATIQUE: Yanick Martel (administrateur Web), Jean-François Côté (analyste programmeur), Luc Girard (technicien informaticien), Solène M. Hébert (développeuse Web); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE: Catherine Gentilcore (coordonnatrice marketing, communications et relations publiques), Sébastien Beaupré (coordonnateur service à la clientèle), Manon Blanchette, Caroline Filion, Nathalie Filion, Isabelle Sanchez (préposées au service à la clientèle); ADMINISTRATION: Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Mélisande Simard (adjointe administrative et responsable des ressources humaines), Florentina Draghici (technicienne comptable), Véronique Pagé (responsable du crédit).

## ÉDITORIAL

ÉTATS-UNIS

## Une réforme fiscale tout en tromperie

Le gouvernement Trump travaille au Congrès à faire passer une «réforme» fiscale comme les Américains n'en ont pas vu depuis Ronald Reagan, il y a 30 ans. Antiréforme serait plutôt le mot juste.

Qui dit réformes dit par définition changements pour le mieux. On peut donc difficilement dire que la refonte de la fiscalité que Donald Trump a l'ambition d'avoir fait voter par le Congrès avant Noël est réformiste, considérant qu'il s'agit en grande partie d'un cadeau pour les plus riches dont la classe moyenne fera les frais. En vertu de la version de la loi votée à la Chambre des représentants, environ 45% des réductions de taxes finiront par aller dans les poches des ménages dont les revenus sont supérieurs à 500 000 \$US, selon le Center on Budget and Policy Priorities. Une évaluation complémentaire de ce *think tank* crédible de Washington établit que les ménages dont les revenus annuels sont inférieurs à 75 000 \$US verraient leur situation fiscale se détériorer.



GUY TAILLEFER

D'où cette question: par quelles dynamiques un parti politique aussi clairement voué à la défense des intérêts d'une minorité de riches parvient-il malgré tout à être élu? Si la question n'est pas nouvelle, elle trouve sa réponse sous M. Trump dans la montée du «plouto-populisme», suivant l'expression créée par Martin Wolf, chroniqueur au *Financial Times*, un homme qu'on ne peut guère dire de gauche mais dont le point de vue plaît en l'occurrence à Noam Chomsky. Produit objectif du Parti républicain, M. Trump est aujourd'hui plouto-populiste en chef. Il a réussi, pour toutes sortes de raisons, à canaliser le ressentiment et l'insécurité d'une grande partie de ces Américains qui se sentaient, non sans raison, oubliés. Il n'est pas, en fait, sans continuité idéologique et culturelle avec le cinématographique Ronald Reagan, dont les coupes d'impôts en 1986 n'ont pas, soit dit en passant, déclenché la vague promesse de croissance économique.

C'est ainsi que, d'un mensonge à l'autre, le président-millionnaire se sent tout à la fois autorisé à marteler que sa réforme de la fiscalité bénéficierait «très peu aux gens fortunés», «qu'il est temps de se battre pour nos travailleurs américains» et que «je fais ce qui est juste et, croyez-moi, ce n'est pas bon pour moi».

S'agissant de faire avaler aux moins nantis et aux classes moyennes la couleuvre voulant qu'ils ont leurs intérêts à cœur, ces ploutocrates ont trois stratégies principales, dit M. Wolf: ils mobilisent des économistes et des intellectuels capables de défendre la fable selon laquelle l'ensemble des gens profiteront de politiques qui bénéficient en fait au plus petit nombre; ils abusent de la loi, notamment en bloquant l'accès des minorités à l'exercice de leur droit de vote; et ils cultivent les conflits ethniques, raciaux et culturels — une matière dans laquelle M. Trump excelle avec une brutale efficacité.

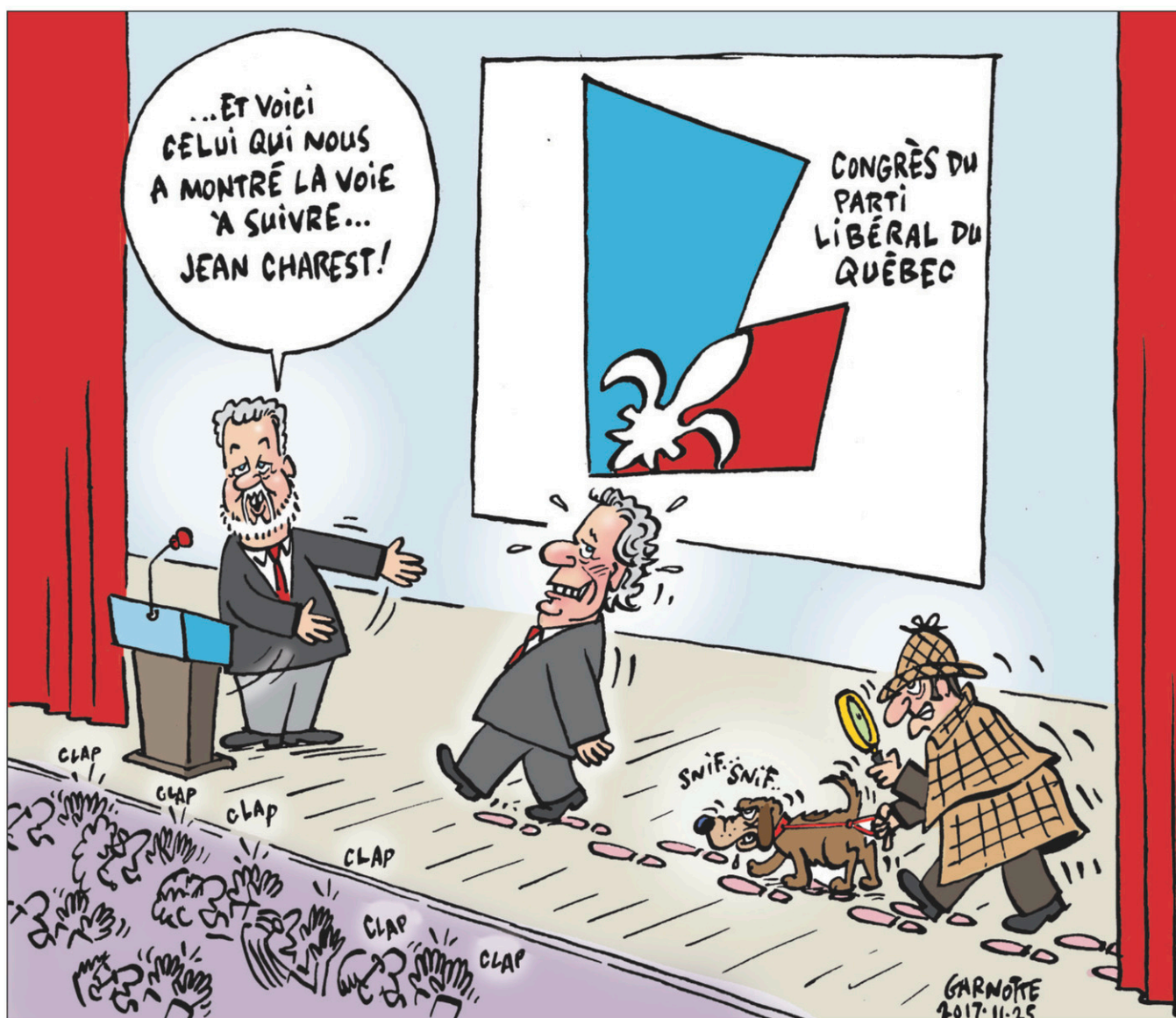
La sociologue Eva Illouz parle de son côté de la montée aux États-Unis, comme dans le reste du monde, d'un «populisme émotionnel», où les peurs et le ressentiment qu'éprouve l'homme blanc chrétien (à l'égard des immigrants, des gays, des femmes...) se couplent à l'établissement d'un lien d'«intimité» avec le leader. La politique devient de moins en moins affaire de raison. Interviennent plus que jamais, dit-elle, des «structures symboliques profondes» (insécurité, espoir, déception, fierté...) où les politiques économiques compliquées d'un parti, fussent-elles nocives pour les électeurs, entrent moins que plus dans l'équation des choix électoraux.

Vrai que tout cela se joue depuis longtemps à divers degrés en politique américaine, tant l'animosité entre mondes républicain et démocrate peut être viscérale. Cette refonte fiscale toute en dupérie montre en tout cas que les républicains sont capables de créer les conditions propices à la survie du trumpisme, même s'il n'est pas encore acquis que le Sénat votera la nouvelle loi. Il devrait survivre dans les États du sud à travers des hommes comme le sénateur Tom Cotton (Arkansas), militariste et xénophobe comme M. Trump, mais plus policé et bien à l'aise au sein de l'*establishment* washingtonien. Avec, à la clé, creusement des dettes et des inégalités. Alors quoi? Sans être une panacée, il serait utile qu'un sursaut de discernement citoyen fasse en sorte que les démocrates — en grand besoin de réforme, du reste — arrivent au moins à s'emparer de la Chambre des représentants aux élections de mi-mandat, l'année prochaine.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 &gt; FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BRIAN MYLES  
 Rédactrice en chef LUCE JULIEN  
 Vice-présidente du développement CHRISTIANNE BENJAMIN  
 Vice-président des ventes publicitaires MARK DROUIN  
 Directeur des finances STÉPHANE ROGER  
 Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD  
 Directeur de l'information numérique FLORENT DAUDENS  
 Adjoint PAUL CAUCHON, LOUIS GAGNÉ, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY  
 Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



L E T T R E S

## Une vision électorale

Dans un élan de prodigalité, le gouvernement libéral met de côté son austerité budgétaire et annonce une baisse d'impôts et une augmentation des dépenses en santé et en éducation.

Le nez collé sur l'échéance électorale, le Parti libéral avoue implicitement que ses décisions antérieures ont causé de sérieux dommages. Sa soudaine générosité n'est en effet qu'apparente, car il s'agit surtout de redonner une partie des budgets qui avaient été coupés en santé et en éducation.

Quant aux baisses d'impôt, il s'agit là d'une décision basée sur des intérêts partisans à court terme. On aurait souhaité que le gouvernement adopte une véritable vision sur les enjeux auxquels le Québec fait face avant de prendre une décision sur l'utilisation des surplus budgétaires. Nous nous trouvons plutôt devant un gouvernement en fin de régime tentant de sauver sa peau.

Philippe Dorais  
 Sherbrooke, le 21 novembre 2017

## Choisir un libéral à la SODEC

Le mandat de Monique Simard à la Société de développement des entreprises

culturelles (SODEC) ne sera pas renouvelé. Pourtant, les membres du conseil d'administration avaient recommandé à l'unanimité le contraire.

Gilbert Turp, acteur et professeur, député, a réagi à vif: «Compétence et hauteur de vue, capacité de synthèse et de prise de décision, habileté à trouver des moyens; clairvoyance face aux enjeux qui s'en viennent; toutes ces qualités ne comptent pas. On va en plus perdre avec Monique Simard une alliée des travailleurs culturels, ces hommes et femmes qui tiennent la flamme à bout de bras de génération en génération et souvent pour une bouchée de pain. La valeur de la culture se mesure à l'abnégation de ceux qui la font vivre.»

Au ministère de la Culture, il semble pourtant qu'on l'aimait bien: «Son mandat était de quatre ans et le gouvernement a décidé de ne pas le renouveler. On n'a rien à lui reprocher; on l'a félicitée pour son mandat.»

En fait, le grand tort de Mme Simard est d'appartenir à la famille péquiste (elle a été députée de 1996 à 1998). Peu importe ses qualités, le gouvernement Couillard trouvera un ami fidèle du Parti libéral pour la remplacer. La politique avant la culture!

Sylvio Le Blanc  
 Montréal, le 21 novembre 2017

## «Sorry, I speak French»

On connaissait évidemment le «*Sorry, I don't speak French*». Aujourd'hui, à Montréal, chez Adidas, on pourra lui ajouter un «*Sorry, I speak French*». Il y a quarante ans maintenant, la loi 101 était adoptée. Quelle avancée spectaculaire!

André Braën  
 Ottawa, le 24 novembre 2017

## De nombreux échecs en francisation

La francisation des immigrants au Québec est un échec, constate la vérificatrice générale. La plus grosse erreur du gouvernement a été de fermer les Centres d'orientation et de formation des immigrants (COFI). Oui, il y a eu de belles réussites comme à l'UQAM ou l'école Nouvel-Horizon de Gatineau, mais aussi des échecs nombreux.

Des «responsables de la francisation» sortis de nulle part et des moniteurs choisis pour on ne sait quelle compétence sauf, dans certains cas, pour jouer la police auprès des professeurs. J'ai travaillé 25 ans en francisation des immigrants, mais j'ai pris ma retraite cinq ans avant le temps prévu, dégoûté.

Paul Morissette  
 Gatineau, le 24 novembre 2017

LIBRE OPINION

JOURNÉE INTERNATIONALE POUR L'ÉLIMINATION DE LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES

## Des hommes solidaires s'unissent pour la cause

DAVID RISSE

Sociologue et chercheur associé et président-fondateur du Centre de recherches et d'activités culturelles et communautaires pour les diversités

«Quand on voit comment des hommes ont traité d'autres hommes, comment s'étonner de la façon dont ils ont traité les femmes?» notait la regrettée féministe Benoîte Groult. La volonté de cette dernière de comprendre le contexte de socialisation masculine peut constituer une clé de voûte pour que femmes et hommes demeurent unis contre les violences faites aux femmes.

Ce besoin est d'autant plus urgent que nous sommes aux prises avec les retombées des dénonciations d'inconduites et d'intimidation, d'agressions et de violences sexuelles auxquelles peu de gens échappent. Devant l'horreur et l'effroi causés par ces actualités, plusieurs s'interrogent avec raison sur «la bonne attitude à garder». Certes, il ne peut y en avoir une seule, tant les contextes de violences faites aux femmes sont variés. Le fait d'en parler de plus en plus n'est pas suffisant, mais cette prise de conscience constitue une meilleure responsabilisation quant à ce fléau social mondial [...].

À la lumière des révélations troublantes de l'émission *Enquête* à propos de femmes autochtones disparues et violentées et d'allégations impliquant la Sûreté du Québec dans ces violences et des récentes accusations de harcèlement sexuel

et d'inconduite sexuelle de producteurs culturels, force est de constater que nous ne sommes pas si loin, nous aussi, de nous habituer au scandale.

Nous ne saurions ici trancher ni comparer ces événements. Là n'est pas l'objet de la présente lettre, qui se veut davantage un appui d'alliés à la cause de la lutte contre les violences faites aux femmes. Mais pourquoi serait-il si difficile pour d'autres hommes de se dire aussi solidaires de cette lutte séculaire? Comment se fait-il que même les élus et les responsables concernés par ces violences aient tant de mal à passer des paroles aux actes, des babines aux bottines?

## Outils

Force est de reconnaître que c'est plus facile à dire qu'à faire et qu'il est difficile de nous défaire de la culture du relativisme culturel. Devant le pouvoir d'influence des médias et des réseaux sociaux, on pourrait se demander quel peut et quel doit être leur rôle dans la dénonciation de ces violences, mais aussi leur responsabilité dans l'outillage pédagogique de femmes victimisées et de leurs proches.

Une question qui appelle à distinguer le potentiel de conscientisation des médias sociaux de leur contribution au développement de l'esprit critique. L'éducation sexuelle numérique (à des rapports égalitaires, non violents et épanouis entre filles et garçons) représente un enjeu capital d'adaptation pour nos écoles, nos cé-

geps et nos universités.

Au nom de l'intégrité physique et de la diversité érotique, nous pensons qu'il est urgent d'outiller nos jeunes face à la précocité de certains comportements sexuels et à l'injonction de ce que d'aucuns appellent l'«extimité» numérique (la pression à dévoiler son intimité sur les réseaux sociaux). Une piste d'action utile pour les aider serait de leur proposer un accompagnement raisonnable et responsable dans leur socialisation numérique.

En ces temps obscurs de dénonciation et de censure plutôt que de prise de parole, de conscience et de position, de réaction tardive plutôt que de prévention inclusive, que nous est-il permis d'espérer?

## Sexisme ordinaire

Si la disparition récente de femmes féministes remarquables (Benoîte Groult, Simone Veil) a éteint certaines lumières, elle n'a pas freiné l'élan de leur lutte, dont les acquis restent fragiles et forcent à rester en veille en ce qui concerne le sexisme ordinaire. Pour autant, est-ce être trop optimiste que d'appeler à s'allier plus encore, à œuvrer en bande, tel un castor avec l'esprit constructeur qui fit de Beaver un Beaver? Est-ce trop optimiste que de poursuivre sa lutte en l'adaptant à nos réalités avec plus d'alliés et d'hommes contribuant à faire changer les mentalités et la culture à l'égard des femmes?

Puissions-nous ici espérer votre solidarité active en cette Journée internationale pour l'élimination des violences faites aux femmes; pour nous bâtir un avenir plus respirable, moins anxigène, exempt de ces tensions actuelles entre femmes et hommes [...].

Ont signé cette lettre: Michel Tremblay (dramaturge et romancier), Georges Leroux (professeur émérite, UQAM), Michel Seymour (professeur, Université de Montréal), Lawrence Olivier (professeur, UQAM), Marc Lafrance (professeur, Université Concordia), Patrick Verret (auteur), Simon Boulterice (écrivain), Christian Adam (auteur), Jean-Sébastien Bourré (auteur), Jasmin Roy (Fondation Jasmin Roy), Alain Labonté (auteur), Denis-Martin Chabot (auteur et journaliste), Karl Hardy (animateur, blogueur), Ashraf Mohamed Ahmed (architecte), Sébastien Almon (directeur, tournées et opérations artistiques, OSM), Rémi Fromentin (associé de recherche, CRCHUM), Cédric Meyer (La Gouvernance Au Féminin), Andrew D. Lindsay (La Gouvernance Au Féminin), Frank Bernard (La Gouvernance Au Féminin), Kenny Dias Medeiros (La Gouvernance Au Féminin), Patrice Benoît (Conseil central du Montréal métropolitain), Bertrand Guibord (Conseil central du Montréal métropolitain), Charles Sainte-Marie (Conseil central du Montréal métropolitain), Alexandre Taillefer (associé principal, XPND Capital).

# LE DEVOIR DE PHILO

## Les menaces technicistes de l'intelligence artificielle



ISAAC LAWRENCE AGENCE FRANCE-PRESSE

Nous ignorons les changements que ces nouvelles technologies qui se développent à toute allure produisent dans nos vies, nos cerveaux, nos corps, nos écosystèmes. La rapidité avec laquelle croît la «révolution numérique» nous empêche de la métaboliser comme l'humanité a pu le faire, par exemple, avec l'apparition du langage et de l'écriture.

## Le philosophe Miguel Benasayag nous met en garde contre des avancées technologiques qui évacuent le sens propre à la vie et sa complexité

Deux fois par mois, *Le Devoir* lance à des passionnés de philosophie et d'histoire des idées le défi de décrypter une question d'actualité à partir des thèses d'un penseur marquant.

MARIE-CLAUDE GOULET

L'auteure est médecin et enseignante à la Faculté de médecine de l'Université de Montréal.



MARIE-CLAUDE GOULET

Marie-Claude Goulet est médecin et enseignante à la Faculté de médecine de l'Université de Montréal.

Montréal est devenue une des plaques tournantes de la recherche et du développement en intelligence artificielle (IA). Yoshua Bengio, directeur de l'Institut des algorithmes d'apprentissage de Montréal (MILA) et figure de proue de ce mouvement, affirme sur toutes les tribunes avec grand enthousiasme que nous sommes «à l'aube d'une nouvelle révolution industrielle». L'IA a le vent dans les voiles, c'est le moins qu'on puisse dire.

Les deux ordres de gouvernement ont récemment ouvert les vannes avec des subventions importantes pour l'avancée des connaissances dans ce domaine. De grandes multinationales, avec en tête Google, Microsoft, Facebook et Amazon, ont offert des millions de dollars aux différents groupes travaillant au développement de l'intelligence artificielle, dont le MILA de Bengio. La promesse d'une vie augmentée où les machines nous aideraient là où nous faillons semble provoquer un intérêt généralisé quasi incontestable. Comment oser remettre en question ou poser un autre regard sur ce «progrès» qui augure tant de bénéfices pour l'humanité?

Miguel Benasayag, philosophe et clinicien franco-argentin, auteur de multiples ouvrages dont *Cerveau augmenté, homme diminué?* (La Découverte, 2016), propose quant à lui une thèse critique aussi pertinente qu'urgente quant aux nouvelles connaissances sur le fonctionnement du cerveau et leurs différentes applications. «Le développement apparemment illimité des nouvelles puissances technologiques s'accompagne en effet paradoxalement d'un sentiment d'impuissance de plus en plus profond chez nos contemporains qui se sentent comme des feuilles dans la tempête, incapables de maîtriser le cours

(culture) qui favorise la colonisation de la technologie dans l'intérêt de la vie et de la culture» et non l'inverse où nous sommes arrivés: l'humain au service de la technologie.

Notre culture est désormais possédée par la technologie. Le simple exemple du téléphone portable parle de lui-même. L'espèce humaine (du moins celle qui en a les moyens) est maintenant connectée en permanence et doit se soumettre aux nouveaux diktats imposés par cette technologie: accélération du temps, travail continu, connexion constante, informations illimitées, flou entre vie privée et vie publique, etc. Les différentes applications de nos téléphones — dits «intelligents» — ont d'ores et déjà modifié notre rapport au monde. «Tout ce que la technologie rend possible tend à se transformer en une obligation dans nos vies, puisque ces possibles sculptent le monde selon leurs caractéristiques propres.» Force est de constater que le développement technologique impose son rythme, sa logique et sa dynamique.

Le vaste domaine de l'intelligence artificielle soulève à ce titre de nombreuses questions qu'on aurait tort de ne pas aborder sous prétexte qu'il s'agit d'un «progrès à venir» qui procurera de soi-disant «gains d'efficacité». Alors qu'on nous promet un monde sans limites et un «homme augmenté», Benasayag y voit plutôt le triomphe d'un physikalisme réductionniste où les comportements de l'être humain sont analysés comme une série mécanique de mouvements surdéterminés par des lois physiques et chimiques. On assiste selon lui à une déterritorialisation et à une dislocation du sujet dans ses parties; on transforme l'être humain en un être modulaire.

Alors que le cerveau existe dans un organisme qui s'inscrit dans une histoire et des échanges, et qu'il ne pense ni ne s'adapte seul puisque le corps pense aussi, l'IA tente de programmer une sorte de «cerveau sans corps» où l'on évacue le fait que le sens dépend toujours de l'existence d'un organisme intégré et que les «limites de l'organisme sont la condition même de la possibilité de vivre dans un monde où existent le sens et la compréhension». Contrairement à l'ordinateur, le cerveau

participe d'une pensée à laquelle participe toujours aussi le corps et il s'inscrit dans une temporalité complexe avec des cycles et des rythmes. «Une machine sans limite thésaurise de l'information, tandis qu'un corps avec des limites produit un monde de sens.»

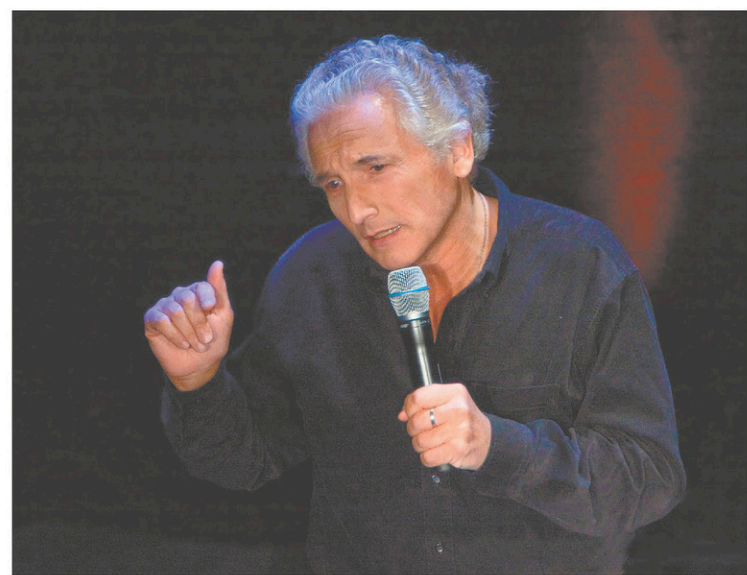
### Fabrique de valeurs

La technologie prétend ne cacher aucune idéologie; or elle s'est transformée au contraire en une véritable fabrique de valeurs. Son enlacement aux intérêts néolibéraux de rendement, d'efficacité, de productivité, ainsi que son développement encouragé à coups de milliards par les grandes multinationales qui y voient des possibilités infinies de capture de nos «temps de cerveaux» et de nos temps de vie devraient à eux seuls nous alerter sur l'urgence de penser cette entreprise. De nos agendas à nos amis, de nos déplacements à nos photos, de nos choix culturels à nos «maladies», tout doit être capturé par les machines. La complexité de la vie est réduite aux algorithmes et aux statistiques.

Selon Benasayag, au nom de principes empiriques «d'efficacité» et «d'amélioration» de l'espèce humaine, où tout est quantifié et compté, le développement de la science et des nouvelles technologies a renoncé à réfléchir en profondeur aux enjeux humains, éthiques, sociaux et environnementaux créés par cette colonisation de nos vies. Or, veut-on vraiment vivre dans un monde de plus en plus envahi par les ordinateurs? Qu'est-ce qu'on y gagne et qu'est-ce qu'on y perd? Est-ce un réel progrès pour l'humanité et l'ensemble de la vie? Nous ignorons les changements que ces nouvelles technologies qui se développent à toute allure produisent dans nos vies, nos cerveaux, nos corps, nos écosystèmes. La rapidité avec laquelle croît la «révolution numérique» nous empêche de la métaboliser comme l'humanité a pu le faire, par exemple, avec l'apparition du langage et de l'écriture.

### «Aider la vie»

Lorsque Yoshua Bengio est questionné sur les futures applications de l'IA, il cite l'exemple des maisons intelligentes qui connaîtront



OLIVIER EZRATTY CC

Miguel Benasayag lors d'une conférence TEDx à Paris en 2010

« Une machine sans limite thésaurise de l'information, tandis qu'un corps avec des limites produit un monde de sens »

Le philosophe Miguel Benasayag

nos désirs avant même que nous ayons le temps d'y penser. Elle saura qu'on veut un café à 7h le matin, nous lira nos courriels, devinera qu'on aime écouter un air de musique classique au retour du travail, tamisera nos lumières en soirée, etc. Nous n'aurons plus besoin de penser à toutes ces petites choses de la vie et enfin nous pourrions déployer notre efficacité pour ce qui «compte» réellement. Si l'on peut se demander si un tel projet est souhaitable et à quoi servirait ce fameux temps «gagné», il est aussi légitime de se demander qui aura les moyens de «profiter» de ces innovations alors que plus du tiers de l'humanité ne comble pas ses besoins minimaux en nourriture.

Miguel Benasayag, qui aime les petites histoires, nous raconte celle de ce patient de 90 ans qui se plaint du fait qu'il lui faut plus de 30 minutes le matin pour se préparer un café. Il se lève laborieusement de son fauteuil, contourne les meubles pour se rendre à l'armoire où se trouve les filtres, grimpe avec précarité sur la pointe des pieds pour atteindre la boîte, en pose un dans

sa cafetière, y verse de l'eau ainsi que la bonne quantité de grains moulus, puis il marche jusqu'au vaisselier où se trouvent les tasses, choisit celle qu'il préfère, dit un mot à sa compagne, se verse un café et retourne enfin s'asseoir dans son fauteuil.

«Mais mon cher Monsieur, ne désespérez pas puisque cette demi-heure que vous prenez à préparer votre café le matin, c'est ce qui vous maintient en vie. Tout va bien.»

À travers ce récit, le penseur nous invite à «aider la vie, pour éviter que par ignorance une supposée augmentation quantitative ne finisse par écraser les dimensions qualitatives propres à la vie, celles du sens et de la complexité. La tentation d'une puissance illimitée, la promesse d'une dérégulation totale s'opposent à l'essence même de la vie, qui n'est autre que la fragilité».

◆ ◆ ◆

Des commentaires? Écrivez à Robert Dutrisac: rdutrisac@ledevoir.com. Pour lire ou relire les anciens textes du Devoir de philo: www.ledevoir.com/societe/le-devoir-de-philo.

# LES PETITES ANNONCES



DEMEURES, OCCASIONS D'AFFAIRES ET LIEUX PRIVILÉGIÉS

[petitesannonces@ledevoir.com](mailto:petitesannonces@ledevoir.com)

514.985.3322 1 800 363.0305



# CHARME & PRESTIGE



**REALTA**  
agence immobilière

EXPÉRIENCE + ENGAGEMENT + ÉQUIPE  
LA STRATÉGIE FRANÇOIS BISSONNETTE

FB



**FRANÇOIS BISSONNETTE**  
courtier immobilier agréé

T 514 789 2889 | [realta.ca](http://realta.ca)

**VISITES LIBRES** dimanche de 14h à 16h

**SUR RENDEZ-VOUS**



**NOUVEAUTÉ! 312 000 \$**

Plateau | 5253 Parc, app. 203



**NOUVEAUTÉ! 209 000 \$**

CDN | 3157 Édouard-Montpetit, app. 3

**POUR PLUS DE PROPRIÉTÉS,**  
DES VISITES VIRTUELLES 3D  
ET DU CONTENU EXCLUSIF,  
**RENDEZ-VOUS SUR REALTA.CA**



**825 000 \$**

Outremont | 190 Willowdale, app. 303



**379 000 \$**

Outremont | 1085 Pratt, app. 208



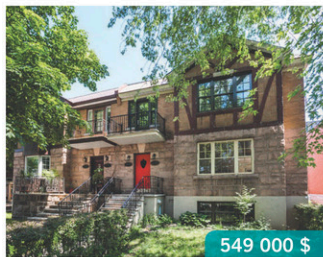
**499 000 \$**

Outremont adj. | 6301 Northcrest, app. 14N



**550 000 \$**

Plateau | 1001 Mont-Royal, app. 405



**549 000 \$**

CDN | 3124 Fendall



**195 000 \$**

CDN | 3615 Ridgewood, app. 401



**1 145 000 \$**

Centre-Ville | 3430 Peel, app. 10B



**1 045 000 \$**

Centre-Ville | 3430 Peel, app. 10D



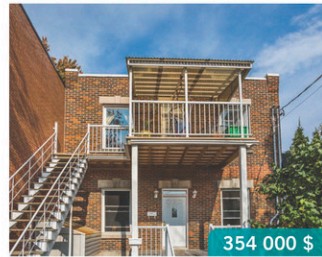
**NOUVEAUTÉ! 2 500 \$ / MOIS**

Centre-Ville | 1265 Lambert-Close, app. 509



**499 000 \$**

Rosemont | 5661 De Chateaubriand, app. 601



**354 000 \$**

Montréal-Nord | 11979-11981 l'Archevêque



**320 000 \$**

St-Henri | 4766 Notre-Dame O.



**545 000 \$**

St-Sulpice | 731-731A Bord-de-l'Eau



**399 000 \$**

Villery | 8671-8673 St-Dominique



**399 000 \$**

Chomedey | 13940 St-Martin O.



**229 000 \$**

Laval | 1440 Lucien-Paiement, app. 1303

Pour les Fêtes,  
offrez *Le Devoir*  
en cadeau.



Cette année, faites découvrir notre **nouveau D Magazine** du samedi à vos proches. Offrez-leur un de nos abonnements pour aussi peu que 41,57 \$ pour 13 semaines.

Visitez le [www.ledevoir.com/promo Noel](http://www.ledevoir.com/promo Noel) ou appelez au 1 800 463-7559

# LES PETITES ANNONCES



DEMEURES, OCCASIONS D'AFFAIRES ET LIEUX PRIVILÉGIÉS

petitesannonces@ledevoir.com

514.985.3322 1 800 363.0305

# CHARME & PRESTIGE

**RE/MAX BARDAGI**  
 équipe immobilière • real estate team

**DÉCOUVREZ NOS NOUVEAUTÉS**

Tous les détails :  
 514 700-2237  
**BARDAGI.COM/**  
 [code de 4 chiffres]

**GEORGES BARDAGI**  
 courtier immobilier agréé

<p><b>CONDO</b></p> <p>1730</p> <p>40 ch. Bates #102, Outremont <b>449 000\$</b></p>	<p><b>MAISON</b></p> <p>1050</p> <p>4351-4353 av. de l'Hôtel-de-Ville, Plateau <b>1 499 000\$</b></p>	<p><b>MAISON</b></p> <p>3030</p> <p>187 boul. Gouin O., Ahuntsic-Cartierville <b>1 629 000\$</b></p>	<p><b>CONDO</b></p> <p>2130</p> <p>831 av. Rockland #302, Outremont <b>1 849 000\$</b></p>
--	---	--	--

RE/MAX du Cartier GB. Agence immobilière, franchisé indépendant et autonome de RE/MAX du Cartier 1290, avenue Bernard Ouest, bureau 100, Montréal, Québec H2V 1V9

**HAUT-OUTREMONT**

**SUPERBE PROPRIÉTÉ. RUE PRESTIGIEUSE. GRAND BUREAU PROFESSIONNEL PRIVÉ. INTERGÉNÉRATIONNELLE AU BESOIN.**

552-552A chemin de la Côte-Ste-Catherine  
 Site exceptionnel. Magnifique cour bordée d'arbres.  
 Grande terrasse ensoleillée et piscine creusée.  
 Belle fenestration, 6 CAC, 2 garages,  
 5 stationnements extérieurs. Unique.

**Investissement sûr ! 2 395 000 \$**

**MARCENE ALBINATI**  
 514.703.2876  
 malbinati@royallepage.ca  
 Courtier immobilier résidentiel, Royal LePage Tendances

**MÉGA VISITE LIBRE AUX DAUPHINS 6 CONDOS DIMANCHE 26 NOVEMBRE DE 14H À 16H**  
 PLATEAU | 3535 AVENUE PAPINEAU | MONTRÉAL |

**FACE AU PARC LAFONTAINE, PRÈS MÉTROS ET SERVICES**

Les Dauphins sur-le-Parc figurent parmi le nec plus ultra du patrimoine montréalais. Qualité de vie en plein cœur du Plateau, prestige, vue spectaculaire, piscine, gym, saunas...  
 Choix de condos 3 1/2, 4 1/2, 5 1/2, Penthouse.

**LUCIE RICARD** COURTIER AGRÉÉ  
 RE/MAX ALLIANCE, AGENCE IMMOBILIÈRE **514 386-9804** VOIR MES PROPRIÉTÉS  
 LUCIE RICARD RE/MAX QUÉBEC

**BOLTON-EST**

**COIN DE PARADIS** pour amateurs de la nature et sportifs dans la région touristique d'Orford, Owl's Head, Lac Memphrémagog. Maison lumineuse, design contemporain, 3 ch., 3 1/2 SDB, garage, piscine, vue des monts, 6+ acres. Accès facile pour Montréal et Sherbrooke. **795 000 \$**

**ROSEMONT ROSEMONT**

**VISITE LIBRE dimanche 26 novembre 14h à 16h**

**6836, 6<sup>e</sup> AVENUE**  
 Élegant appartement aux lignes épurées sur deux étages. Deux terrasses. Stationnement privé. Un oasis de paix à découvrir.  
**840 000 \$ - CENTRIS # 27916852**

**6834, 6<sup>e</sup> AVENUE**  
 Magnifique copropriété/unité familiale contemporaine idéale pour famille. Cour exclusive. Stationnement privé. Sup hab. 3000pc. La banlieue à Montréal.  
**1 075 000 \$ - CENTRIS # 17032855**

**Pascale Lévesque**  
 COURTIER IMMOBILIER  
 cell. 514.865.9818  
 bur. 514.271.4820  
 pascallevesque.com

**COWANSVILLE**

**CONDO RÉNOVÉ**, décor à jour, très confortable, foyer, 1 chambre, 1 1/2 salles de bains, terrasse privée, garage, ascenseur. Parfait pour personne seule ou couple. Près de l'hôpital BMP et à quelques minutes de Bromont, Lac Brome et Sutton. **178 000 \$**

**LOIS HARDACKER 450 242-2000**  
 www.loishardacker.com  
 Ctr. imm. Agréé, Royal LePage Action, Agence Immobilière

**CHERTSEY - LANAUDIÈRE**

**9415, ROUTE 125**

Maison Clé en Main avec une grande fenestration, pour admirer la vue panoramique. Situé à 1h de Montréal, près des pistes de VTT, motoneige ainsi que plusieurs terrains de golf, stations de ski. Un beau petit coin de paradis !  
**269 000\$ - CENTRIS # 9567567**

Shirley Blainey - 514.259.8884 Courtier immobilier  
 Adriana Diaz - 514.259.8884 Courtier immobilier

**ST-CALIXTE - MAISON EN BOIS ROND**

**915, RUE LANGLOIS**

À qui la chance ! Jolie maison située dans un domaine privé. Aucun voisin immédiat. Terrain 95 arpents. Possibilité de construire grange, garage, ferme etc. Près des services, plusieurs sentiers équestres ou VTT. Aimant la nature, vous serez charmé et ébloui par son environnement et son emplacement. **269 900 \$ - CENTRIS # 11208924**

**Marie Piché 514-856-4444**  
 Courtier immobilier, Proprié Direct

**REPENTIGNY - VALMONT SUR PARC**

Joli condo de 1 004 PC sur au RDC (1<sup>er</sup> étage), 2 chambres, grand balcon recouvert avec accès à la cour, foyer au gaz, douche coin, bain podium, grande cuisine. A/C, système d'alarme, plusieurs améliorations, remise, 2 stationnements. Copropriété bien gérée et saine. Plusieurs EXTRAS.  
**184 000\$ - MLS # 9210019**

Marie-Claire Provost - 450.585.0999 Courtier immobilier, groupe sutton synergie inc.

**Vous êtes à la bonne adresse**  
 mariescotte.com

**Marie Scotte**  
 COURTIER IMMOBILIER  
 Groupe Sutton Centre-Ouest

**514 953 9808**  
 marie@mariescotte.com

**VILLE-MARIE**  
 1520 av. du Dr. Penfield, 10<sup>e</sup> étage - 618 000 \$  
 Spectaculaire condo, entièrement rénové, grand balcon avec vue sur la montagne et garage.  
 MLS # 13648903

**SAINT-LAMBERT**  
 893 Crois. Île de France - 595 000 \$  
 Très bon rapport qualité prix !  
 MLS # 13580896

**QUARTIER DES SPECTACLES**  
 1449 rue St-Alexandre - 539 000 \$  
 Très belle unité à concept ouvert au cœur du Quartier des Spectacles !  
 MLS # 22111713

**RÉGION TREMBLANT**  
 2150 Route Principale - à partir de 249 000 \$  
 Projet intégré de micro-maisons, PHASE I vendue à 75 % !  
 MLS # 11902891